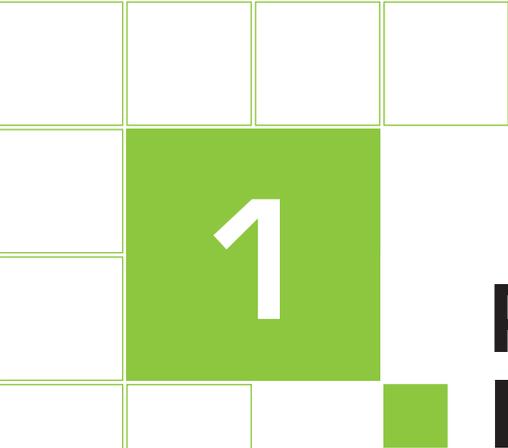




RAPPORT
SEMESTRIEL
2011



1	PRÉSENTATION DU GROUPE	3
	1.1 Informations financières sélectionnées	4
	1.2 Profil de la Société et chiffres clés	5
	1.3 Gestion des risques	6
2	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2011	9
	2.1 BullWay	10
	2.2 Faits marquants	11
	2.3 Résultats du Groupe	15
3	ÉTATS FINANCIERS	21
	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	22
	3.2 Comptes semestriels consolidés résumés et notes annexes	23
4	INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL	53
	4.1 Informations concernant le capital social	54
	4.2 Organigramme	56
	4.3 Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2011	58
	4.4 Informations concernant les principales participations minoritaires au 30 juin 2011	64
5	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	65
	5.1 Responsable du rapport financier semestriel	66



1

PRÉSENTATION DU GROUPE

1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES 4

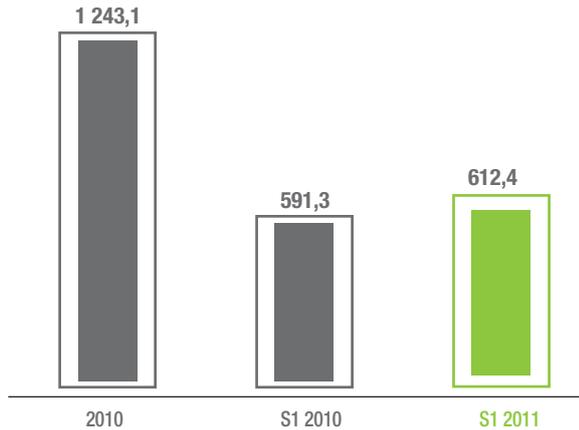
1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS 5

1.3 GESTION DES RISQUES 6

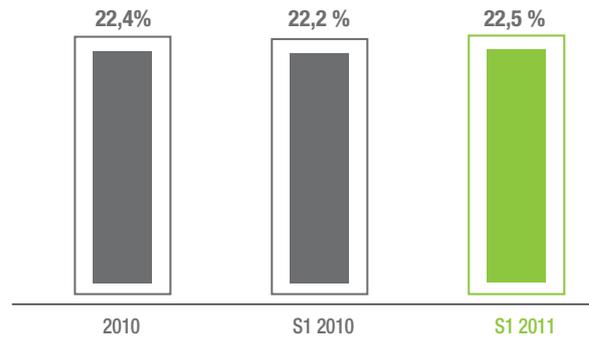


1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

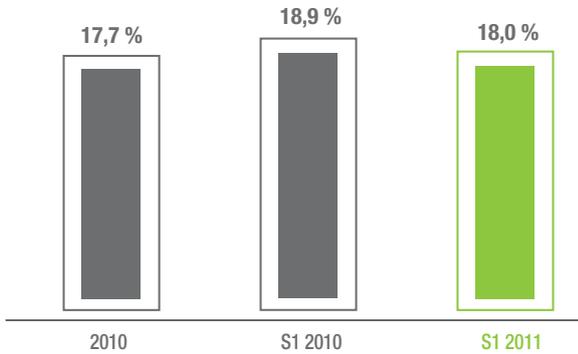
→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
(EN MILLIONS D'EUROS)



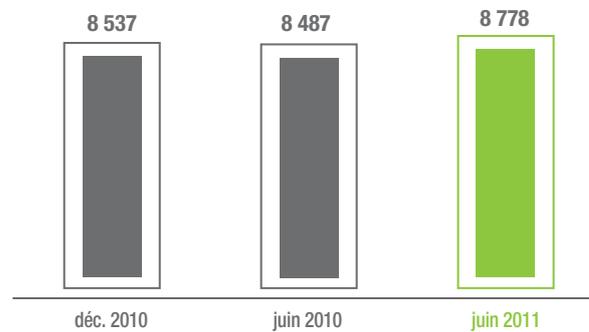
→ ÉVOLUTION DU TAUX DE MARGE BRUTE
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



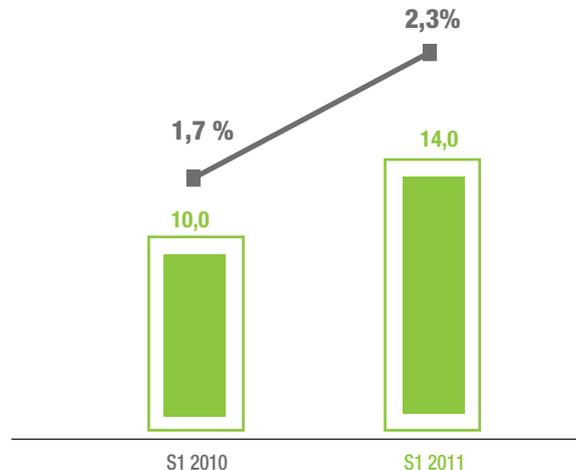
→ ÉVOLUTION DES FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS (EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



→ EFFECTIF EN FIN DE PÉRIODE



→ ÉVOLUTION DE L'EBIT ⁽¹⁾

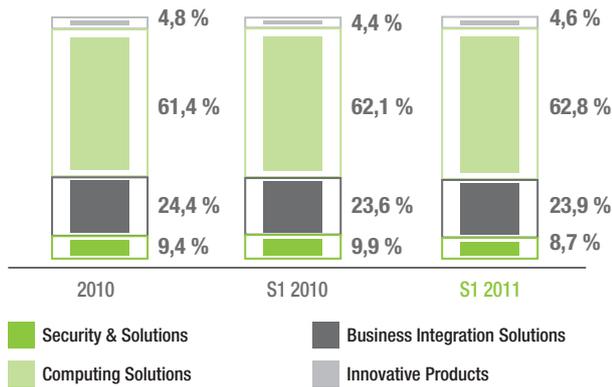


(1) EBIT = Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels non courants et financiers et quote-part des sociétés associées. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'était pas classée en impôts mais en EBIT au 30 juin 2010. Au premier semestre 2010 cette cotisation s'élevait à 2,9 millions d'euros.

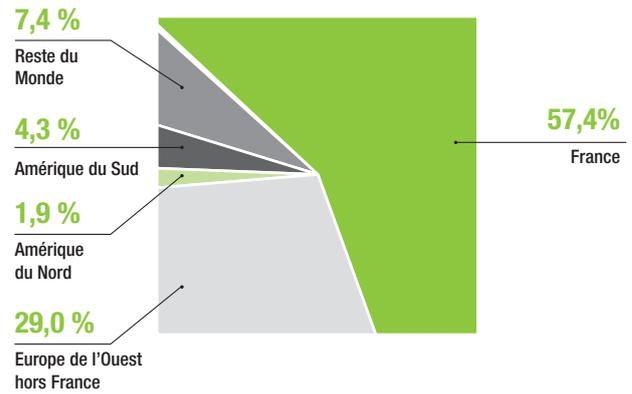


1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS

→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE PAR BUSINESS LINE



→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR GÉOGRAPHIE (30 JUIN 2011)





1.3 GESTION DES RISQUES

Bull procède régulièrement à des revues de ses risques, notamment à travers l'établissement d'une cartographie des risques. La Société considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le présent document.

Risque juridique

Bull est une société française cotée en Bourse sur le compartiment B d'Euronext Paris.

À ce titre la direction juridique veille à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires, tant nationales que communautaires, applicables aux sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne.

À l'exception de certaines activités et notamment à l'export où des autorisations spécifiques sont nécessaires, la Société n'est soumise à aucune réglementation particulière pour l'exercice de ses métiers qui pourraient avoir une incidence sur sa situation financière ou comporter des risques particuliers pouvant affecter son développement.

Les risques juridiques de Bull sont principalement liés à ses activités commerciales de concepteur, de fabricant et de distributeur de matériel informatique et de solutions de sécurité, ainsi que de prestataire de services informatiques.

Le service juridique veille à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients ou fournisseurs, soient raisonnablement encadrées. Les principaux facteurs de risques pour lesquels Bull pourrait être impliqué sont des problèmes en matière de propriété industrielle, de responsabilité civile en matière de vente de produits ou des prestations de services jugées insatisfaisantes, ainsi qu'en matière de distribution et/ou de commercialisation de produits.

De façon exceptionnelle et malgré le soin et les garanties dont le Groupe s'entoure, les opérations d'investissements ou de désinvestissements peuvent conduire à des contentieux qui ne sont pas particulièrement liés à l'activité intrinsèque de Bull, mais à toute entreprise qui évolue.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes à des procédures judiciaires, la plupart d'ordre commercial. Il n'existait au 30 juin 2011 aucun litige devant des tribunaux ou en arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été pris en compte dans les états financiers.

Les différentes réclamations reçues à titre pré-contentieux ou contentieux ont fait soigneusement l'objet d'une analyse et évaluation de risque par les juristes du Groupe. Les conséquences financières en découlant ont ensuite été analysées et prises en considération dans les états financiers du Groupe. Ces analyses sont corroborées par les différents cabinets d'avocats qui défendent les intérêts du Groupe.

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en cours ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Risques liés à l'activité

LES FOURNISSEURS ET PARTENAIRES

Pour l'ensemble de ses offres de technologies et de solutions, Bull est dépendant de diverses coopérations avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché ouvert, l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses offres produits et services.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des fournisseurs de composants ou de matériel, d'éditeurs de logiciel, et des groupes de travail ou d'autres prestataires. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts où la plupart des acteurs se concurrentent entre eux mais coopèrent dans de nombreux domaines, la standardisation et la banalisation des plates-formes et des offres réduisent ce risque de dépendance en permettant très souvent des alternatives.

Pour certaines offres, l'entreprise dépend néanmoins d'un seul partenariat ou d'une seule source d'approvisionnement. Dans ces cas, Bull s'efforce de maîtriser ce risque grâce à sa faculté à anticiper ses besoins et à travailler très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans le process de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

LES CLIENTS

Bull a avec ses clients des relations commerciales basées sur des contrats qui correspondent aux critères usuels de la profession. Certains de ces contrats, soit par leur taille soit par leur durée, sont de nature telle que leur terminaison peut affecter une activité du Groupe.

Néanmoins la structure du portefeuille global de clients peut être considérée comme suffisamment diversifiée pour que cet impact soit limité à l'échelle du Groupe.



LES EMPLOYÉS

La compétitivité du Groupe repose notamment sur un « capital humain » en son personnel et des membres clés de son équipe de direction. Le succès dans ses métiers réside notamment dans sa capacité à attirer et retenir un personnel qualifié et à maintenir ses compétences dans les domaines pertinents aux offres actuelles et futures.

Certains employés bénéficient d'accréditations ou d'autorisations particulières dont la perte entraverait la capacité du Groupe à réaliser certaines prestations ou poursuivre des contrats avec certains clients.

CONTRATS DE SERVICE

Dans le secteur des services informatiques, il est d'usage que certains contrats soient facturés sur la base de la prestation réalisée (régie) et d'autres sur la base d'un prix fixe (forfait). Les contrats en régie entraînent généralement la mise à disposition de compétences préalablement définies avec le client et facturées sur une base journalière ou mensuelle. Le chiffre d'affaires des contrats au forfait est reconnu soit sur la base de l'avancement fondé sur des indicateurs de développement du projet, soit par une méthode de points de passage définis contractuellement (*milestones*).

Risque de contrepartie

Les risques clients sont encadrés par une politique Groupe de gestion du risque clients. Des limites de crédit sont fixées pour tout client privé, avec une révision au moins annuelle. Au-delà d'un certain montant, ces limites de crédit sont approuvées par la direction financière Groupe.

La forte proportion de clients publics limite considérablement le risque clients auquel le Groupe est exposé.

Enfin, les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France bénéficient, pour 97 % de leur montant au 30 juin 2011, d'une assurance crédit dans le cadre du contrat d'affacturage.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les instruments dérivés de change. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires financiers de premier plan.

Risque de liquidité

La totalité des filiales françaises, et la majorité des filiales d'Europe de l'Ouest, sont impliquées dans un processus quotidien de centralisation automatique de la trésorerie par la société mère du Groupe. Les autres filiales transfèrent régulièrement leur trésorerie excédentaire disponible à la société mère.

Une partie de la trésorerie, correspondant notamment aux comptes de garantie (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés), n'est pas disponible.

Plus de 90 % de la dette du Groupe est portée par les sociétés françaises, soit Bull, soit Bull SAS.

La liquidité du Groupe a été renforcée par la mise en place, en janvier 2011, d'un crédit syndiqué de 50 millions d'euros, d'une durée de cinq ans (voir note 14 de l'annexe aux comptes consolidés). Ce crédit comporte une tranche amortissable de 35 millions d'euros tirée dès la mise en place, et une tranche sous forme de crédit renouvelable de 15 millions d'euros, non utilisée au 30 juin 2011.

La trésorerie nette du Groupe est largement positive. Une partie de la trésorerie du Groupe résulte de l'affacturage. L'impact en trésorerie est indiqué à la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés. Le principal contrat concerne les sociétés Bull SAS, Bull Belgique et Serviware. Au titre de ce contrat, l'affactureur s'engage à mettre à la disposition de ces sociétés une ligne de financement de 150 millions d'euros, valable jusqu'au 31 décembre 2012, sous réserve du respect des ratios indiqués dans cette même note.

La trésorerie du Groupe enregistre des variations saisonnières importantes liées aux cycles de facturation et d'encaissement. Ces variations sont de l'ordre de 100 millions d'euros, avec les points hauts atteints en fin de semestre. Toutefois, la trésorerie nette du Groupe reste positive tout au long de l'année, même si on exclut la trésorerie résultant de l'affacturage.

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

Le détail des actifs et passifs financiers est donné dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés. Au bilan, les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Le contrat d'affacturage dont bénéficie le Groupe correspond à un financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours. Le montant de ces financements au 30 juin 2011 est de 98,8 millions d'euros (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 49,2 millions d'euros.

Les actifs et passifs financiers à taux variable sont très majoritairement libellés en euros, et liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Une variation de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,5 million d'euros sur le résultat avant impôt du Groupe.



Présentation du Groupe

GESTION DES RISQUES

Risques de change

Le groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions commerciales en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la société mère.

L'exposition du Groupe aux risques de change est donnée dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les opérations de couverture des risques de change sont coordonnées par la trésorerie Groupe. Les transactions des filiales sont dans la plupart des cas réalisées en devise locale, sauf pour ce qui est de Bull SAS, l'entité en charge des achats Groupe, dont une partie est effectuée en USD.

Afin de réduire son exposition aux risques de change, Bull maison mère négocie des achats et ventes de devises à terme et instruments de nature optionnelle et les met à disposition des filiales concernées.

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION COMMERCIALE

Bull couvre principalement les achats en USD réalisés par Bull SAS. Le Groupe a décidé de modifier en 2010 sa politique de couverture du risque de change lié à la position commerciale, en couvrant les achats prévisionnels de Bull SAS, sur une base semestrielle pour 2010, annuelle pour 2011, ainsi que ceux se rapportant à des contrats unitaires de montant particulièrement important. Le Groupe a choisi de ne pas établir comptablement au 30 juin 2011 une relation de couverture sur ces opérations. Les gains ou pertes sur l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture correspondants sont enregistrés en compte de résultat.

Au cours du premier semestre 2011, Bull SAS a pris, dans le cadre d'un contrat au Japon, des engagements de paiements fermes en JPY pour un montant équivalent à 12 millions d'euros jusqu'en 2017. Le Groupe a couvert ces engagements avec des instruments lui garantissant un taux de change fixe sur cette durée. Compte tenu de leur maturité, le Groupe a décidé d'établir comptablement au 30 juin 2011 une relation de couverture sur ces instruments. La partie efficace de leur variation de juste valeur est enregistrée en contrepartie des capitaux propres, la partie inefficace en compte de résultat.

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION FINANCIÈRE

Il concerne les entités qui portent des prêts ou des emprunts internes au Groupe, libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement : il s'agit essentiellement de la société mère Bull. La couverture du risque de change correspondant donne lieu à des achats ou ventes à terme de devises.

Risque action

Au 30 juin 2011, l'exposition du groupe Bull au risque action concerne essentiellement les 101 000 actions Bull détenues en autocontrôle pour les besoins du contrat de liquidité. Ces actions ont été valorisées au cours de clôture du 30 juin 2011, soit 0,5 million d'euros. À titre d'exemple, une variation négative de 10 % du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2011 aurait donc un impact négatif d'environ 50 000 euros sur les comptes du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque action.

Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de risque significatif global du fait du faible volume d'activité réalisé dans un certain nombre de pays déterminés présentant une instabilité économique ou politique forte. Cependant l'exposition est plus importante pour certaines activités dans un certain nombre de ces pays. Si tous ces risques venaient à survenir concomitamment, l'impact sur le Groupe serait relativement mineur.

Comme pour toutes les entreprises de la zone euro, tout risque systémique ne peut être écarté.

Marques, brevets et licences

Le Groupe confirme, qu'à sa connaissance et en fonction de la veille technologique qui est faite, il est propriétaire ou détient par licence ou autrement, tous les droits de propriété intellectuelle et industrielle nécessaires à la réalisation de ses activités actuelles.

Certaines des licences ont été contractées pour une période limitée, mais le Groupe estime qu'il ne devrait pas exister d'obstacle majeur à les renouveler pour assurer un usage paisible des droits concernés.

2

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2011

2.1 BULLWAY 10

2.2 FAITS MARQUANTS 11

2.3 RÉSULTATS DU GROUPE 15



2.1 BULLWAY

Bull a engagé ce semestre le déploiement BullWay 2011-2013, son plan de développement pluriannuel annoncé fin 2010 par son Président-directeur général Philippe Vannier. Ce plan stratégique a pour objectif de positionner Bull sous trois ans comme un leader européen des systèmes numériques critiques et de mettre le Groupe sur le chemin d'une croissance rentable.

La stratégie capitalisera sur les atouts fondamentaux existants du Groupe :

- son expertise technologique, en matière de puissance et de sécurité qui représentent actuellement deux enjeux majeurs pour les organisations ;
- sa connaissance des marchés porteurs, notamment ceux des secteurs publics, de la défense, de la finance et des télécommunications ;
- sa présence géographique historique dans des zones à fort développement comme l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est.

Le plan comporte quatre dimensions clés :

- la croissance avec une impulsion commerciale rénovée qui s'articulera autour d'offres plus fortement différenciées et de partenariats étendus ;
- l'ambition avec le renforcement de la culture entrepreneuriale, soudée autour d'un pacte managérial ;
- la compétitivité avec un engagement renforcé en faveur de l'innovation qui sera sous-tendu par une simplification des processus et la maîtrise des coûts ;
- l'agilité avec la mise en œuvre d'une organisation en quatre lignes d'activités (Business Lines) au niveau mondial, adaptées aux besoins des clients.

Le premier semestre 2011 a permis de finaliser le déploiement opérationnel de la nouvelle organisation du Groupe annoncée en décembre 2010. Il a aussi permis d'accélérer la différenciation commerciale du Groupe avec une mise en avant des offres porteuses que sont l'*Extreme Computing* et la sécurité. Les partenariats stratégiques ont été renforcés. Un accent fort a été mis sur le développement international du Groupe, avec le renforcement de l'approche « Grands Comptes » au sein de la nouvelle entité « International Business Development », un renforcement des actions commerciales dans les zones géographiques à plus fort potentiel comme l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, et la création d'une organisation « Export ». Enfin, le Groupe a étoffé son activité sectorielle transverse aux Business Lines, notamment dans les secteurs public, finance, défense / sécurité intérieure, telecom, énergie et transports, où l'avantage compétitif de Bull saura plus rapidement se déployer.

2.2 FAITS MARQUANTS

L'activité de Bull lors de ce premier semestre 2011 a été riche : en plus de la mise en place de BullWay et de la nouvelle organisation afférente, chaque business line a connu de grands succès.

Nouveaux contrats, nouveaux produits, performance technologique, recrutements, Bull a encore montré ce semestre sa capacité à asseoir son leadership dans les systèmes numériques critiques.

Un des exemples les plus emblématiques de la mobilisation de toutes les compétences du Groupe s'illustre avec la création du **Club NumInnov**, première réalisation dans la préparation du projet de réponse de Bull dans le cadre des investissements d'avenir du Grand Emprunt.

Ce club associe 25 PME à Bull pour la présentation de son projet dans le cadre des investissements d'avenir lancés par l'État français. Le projet NumInnov vise à établir une plate-forme de *cloud computing* pour les usages du calcul intensif.

Le club NumInnov permettra de développer la coopération technologique dans le calcul de haute performance. Les membres du club NumInnov pourront établir une coopération technologique avec Bull et bénéficier des infrastructures de pointe du campus de Teratec (situé à Bruyères-le-Châtel) mises à disposition par Bull.

NumInnov a pour objectif de permettre à divers secteurs d'activités de développer de nouveaux usages innovants grâce à des applications à très hautes performances en mode *cloud computing*, telles que :

- **la médecine** : développement de capacités de diagnostic à distance basées sur des reconstitutions en 3D ;
- **les médias** : mise à disposition de ressources sans limite pour composer et créer des effets spéciaux et des supports 3D/HD ;
- **la sécurité et la défense** : développement de moyens de simulation avancés en temps réel ;
- **les collectivités** : mise au point de systèmes d'information permettant des interactions nouvelles avec les citoyens et les parties prenantes.

2.2.1 INNOVATIVE PRODUCTS

Bull apporte son expertise à la recherche internationale sur la fusion contrôlée

Dans le cadre du programme international Fusion For Energy (F4E), Bull a été retenu pour développer un nouveau supercalculateur de classe petaflopique, destiné à la recherche fondamentale.

Bull équipera et assurera la maintenance et l'exploitation du futur centre de calcul qui sera installé dans l'International Fusion Energy Research Center (IFERC) à Rokkasho au Japon. F4E coordonne la contribution européenne à l'« Approche Élargie » et la JAEA, Japan Atomic Energy Agency, la contribution japonaise.

Les plus grands compétiteurs mondiaux ont répondu à cet appel d'offres.

Le supercalculateur de Bull au Japon :

- permettra les modélisations et simulations les plus avancées dans le domaine des plasmas et des matériaux pour la fusion contrôlée ;
- sera mis à la disposition des chercheurs européens et japonais pour une période de 5 ans, à partir de janvier 2012 ;
- aura une puissance dépassant le petaflops. Conçu en partenariat avec le CEA, il sera la troisième machine conçue et développée par Bull à atteindre ce niveau de performance ;
- est une des composantes de l'« Approche Élargie » – un programme de recherche, complémentaire du programme ITER – engagé en novembre 2006 dans le cadre d'une coopération réunissant le Japon et l'Europe.

BBVA fait confiance à Bull pour son nouveau supercalculateur

Afin de poursuivre la croissance du groupe et de consolider sa position parmi les leaders du secteur bancaire international, BBVA a décidé d'accroître son infrastructure informatique pour réaliser des calculs simulant les scénarios d'évolution des marchés financiers. Pour répondre à ces besoins, Bull a conçu et fourni une solution flexible et modulaire, permettant à BBVA d'augmenter significativement ses capacités dans le Calcul haute performance tout en assurant un retour rapide sur investissements.

La solution *Extreme Computing* de Bull est constituée par un cluster bullx™ de 41 Teraflops permettant à BBVA de disposer du 5^{ème} plus puissant supercalculateur en Espagne.

BBVA a ainsi multiplié par trois ses ressources de calcul, ce qui lui permettra de réduire le temps d'exécution d'un tiers pour modéliser les scénarios mathématiques, avec comme résultat une meilleure gestion des risques financiers et un positionnement plus compétitif dans le marché des produits financiers complexes.



bullion classé serveur VMware le plus rapide au monde

Le serveur bullion, opérant sous VMware a été classé n° 1 au monde, selon le *benchmark* international SPECvirt_sc201.

Supportant 168 machines virtuelles (VM) sur un seul serveur, bullion se montre plus de deux fois plus puissant que son concurrent le plus proche et d'une plus grande efficacité, avec moins de disques et moins de mémoire.

Le résultat de ce *benchmark* témoigne des qualités de robustesse et de puissance extrême de bullion, ce qui en fait aujourd'hui la plate-forme de référence pour les environnements virtualisés sous VMware, leader du marché.

Intégrant de plus des contraintes élevées de qualité de service, il est actuellement considéré comme le plus complet pour mesurer la qualité globale des plates-formes de virtualisation.

L'ensemble de ces caractéristiques fait de bullion la plate-forme idéale pour construire des infrastructures de type *cloud computing* privé.

2.2.2 COMPUTING SOLUTIONS

Le data center de Bull à Trélazé récompensé par la Commission européenne pour ses performances énergétiques

À l'occasion de la septième édition de Data Centers Europe 2011, le data center de Bull à Trélazé a reçu le prix de l'implémentation exceptionnelle des pratiques de performance énergétique des data centers parmi 120 concurrents à l'échelle européenne dont une dizaine en France. Décerné par la Commission européenne, ce prix récompense la transformation d'un data center existant, construit depuis plus d'un an pour son excellence dans l'implémentation des pratiques de performance énergétique.

Le Data Center de Trélazé, d'une superficie de plus de 3200 m², est dédié aux activités d'infogérance de Bull pour les applications critiques. Le Data Center héberge des applications à plusieurs niveaux de densité, pouvant aller jusqu'à 40kW par baie, et fournissant des services à très fortes exigences de qualité de service. Le Data Center intègre les dernières innovations et pratiques en termes d'efficacité énergétique, de développement durable et il répond aux préoccupations majeures des entreprises cherchant à allier performance, responsabilité sociétale et sécurité. Le data center de Trélazé héberge le site mon.service-public.fr ainsi que des applications sensibles demandant un très haut niveau de responsabilité. C'est également un des data centers majeurs pour l'offre de cloud computing chez Bull.

C1000 consolide ses systèmes avec Bullion

Grâce aux serveurs Novascale bullion de Bull, le groupe de supermarchés néerlandais C1000 va pouvoir ramener de cinquante à quatre le nombre de machines sur lesquels fonctionne son système d'information. Cette spectaculaire consolidation va permettre de significatives économies de maintenance, de surface et de consommation énergétique tout en maintenant des niveaux très élevés de performance et de sécurité. Spécifiquement conçus pour tirer parti des techniques de virtualisation les plus avancées de VMware, les serveurs bullion préparent l'évolution du système d'information de C1000 vers un Cloud privé.

bullion, serveur le plus rapide au monde pour virtualiser les applications critiques, a été choisi par Xerox

En équipant le groupe de la technologie bullion, Bull offre à Xerox la plate-forme idéale pour concilier virtualisation et performance dans le cadre de ses services managés d'édition et de dématérialisation sur ses quinze sites de production français.

Xerox utilise cinq serveurs bullion, deux pour son data center principal, deux en miroir sur son data center secondaire, et un pour ses propres besoins informatiques dans lesquels sont implantés les systèmes d'impression et de numérisation et deux data centers, où sont regroupés les moyens informatiques nécessaires à ces prestations, soit près de 450 serveurs logiques. Actuellement, les deux bullion du site principal accueillent 49 serveurs de production.

bullion permettra à Xerox de mutualiser les ressources physiques de l'ensemble de ses environnements, y compris Windows®.

2.2.3 BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

EUROCONTROL confie à un consortium dirigé par Bull le développement de leurs applications métiers stratégiques

Le système EUROCONTROL, dont Bull aura la charge, gère la totalité du trafic aérien à travers l'Europe, définissant et optimisant le parcours des avions, contrôlant les plans de vol des avions et assurant la sécurité aérienne dans le ciel européen. Il s'agit donc d'un système critique, qui devra traiter de forts volumes de données et fournir des niveaux de sécurité très élevés. Ce succès a été possible grâce aux savoir-faire de



Bull dans le développement de systèmes associés à l'expertise sécurité d'Amesys, désormais intégrée au sein de la Business Line Security Solutions. Afin de différencier l'offre de Bull face à la concurrence européenne, la compétence du Groupe en matière de sécurité et les synergies ainsi créées se sont révélées déterminantes sur le segment des systèmes critiques.

Outre le développement et les essais, Bull dirigera un bureau de transformation stratégique afin d'aider EUROCONTROL à faire évoluer sa stratégie d'approvisionnement. La valeur totale du contrat s'élève à 43 millions d'euros répartis sur les cinq prochaines années.

Selon les termes de ce contrat, Bull, représentant du consortium, développera une approche industrielle de la gestion des logiciels, s'éloignant peu à peu du modèle basé sur le temps et les moyens pour basculer vers un modèle basé sur des prix fixes répertoriés dans un catalogue de services. Le contrat couvre notamment le développement d'applications basé sur des cahiers des charges, les services d'approvisionnement pour le développement d'applications, l'augmentation des effectifs et les services de support optionnels.

Bull ouvre un centre de services dédié à la Business Intelligence

En ligne avec sa stratégie d'industrialisation, de focalisation sur ses offres à valeur ajoutée et de capitalisation sur ses domaines d'excellence, Bull ouvre le premier Centre de Services dédié à SAP BI en France.

Le Centre de Services SAP BI de Bull en Rhône-Alpes est une pièce maîtresse du dispositif d'industrialisation et de spécialisation engagé par Bull Business Integration Solutions dans le cadre du plan BullWay. Il a pour vocation de servir l'ensemble des clients Bull et propose une capacité de production optimisée pour le développement et la maintenance de Systèmes d'Information Décisionnels. Constitué dans sa grande majorité de consultants confirmés, le Centre de Services SAP BI recrute une part de ses effectifs parmi les jeunes diplômés qui y trouvent une plate-forme métier leur garantissant une montée en compétences rapide, une employabilité renforcée, des projets ambitieux et innovants dans un cadre de référence.

À terme, ce sont plusieurs centaines de consultants spécialisés qui seront réunis sur les différents centres de services.

2.2.4 SECURITY SOLUTIONS

Bull lance Shadow, un système de brouillage unique au monde pour contrer les attaques d'engins explosifs télécommandés

Shadow est destiné aux forces armées et répond également aux besoins en matière de sécurité intérieure. Il permet non seulement la protection de passagers de véhicules et de zones critiques contre les engins explosifs télécommandés mais aussi l'identification de communications ennemies et le contrôle des radiocommunications.

Avec Shadow, brouilleur réactif intelligent, basé sur une technologie unique au monde qui couvre à la fois l'interception, le brouillage et la neutralisation des *Remote Controlled Improvised Explosive Devices* (RCIED), y compris les plus récents (UMTS...), Bull renforce son leadership en matière de sécurité.

Contrairement aux systèmes traditionnels, cette adaptabilité permet de réduire considérablement l'exposition des opérateurs et des passagers des véhicules aux radiations, ce qui en fait un système adapté à une utilisation intensive.

Le brouillage « intelligent » de Shadow permet une optimisation des capacités d'action du brouilleur. En effet, Shadow adapte sa puissance en fonction des formes d'ondes de brouillage (FOB) mais aussi des menaces qu'il identifie grâce à sa capacité à les détecter et les classer. Le système n'émet que sur présence d'une menace et se reconfigure automatiquement en fonction de sa localisation en tenant compte des plans de fréquence internationaux.

2.2.5 CALENDRIER DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Janvier

Bull acquiert l'intégrateur de solutions de stockage VAS, leader sur le marché égyptien.

L'INRIA et Bull étendent leur partenariat pour relever les défis des futurs calculateurs exaflopiques.

Une première en France : le CHU de Nancy à l'heure de l'archivage neutre des images grâce à Bull et EMC.

Février

Bull annonce l'intégration des nouvelles gammes de produits EMC.

Le Laboratoire GRETTIA de L'IFSTTAR s'appuie sur Bull pour ses recherches sur l'optimisation de la qualité de service des réseaux de transports de surface.



Rapport d'activité du premier semestre 2011

FAITS MARQUANTS

Bull et Whamcloud concluent un partenariat stratégique pour apporter leur contribution à la communauté Lustre®.

L'Université RWTH « Aix La Chapelle » commande un supercalculateur Bull, pour la recherche scientifique, industrielle et environnementale.

bullion classé serveur VMware le plus rapide au monde.

Bull : résultats 2010 en progression.

Mars

Nomination : Philippe Duluc rejoint Bull en tant que directeur de l'offre Sécurité du Groupe.

La chaîne de supermarchés hollandaise C1000 consolide son infrastructure informatique grâce à novascale bullion™.

Bull lance Shadow, un système de brouillage unique au monde pour contrer les attaques d'engins explosifs télécommandés.

Mainframes : Bull annonce la base de données Open Source PostgreSQL sur les serveurs novascale gcos 7.

Bull et NetApp inaugurent ensemble un centre d'expertise et de solutions de stockage à Grenoble.

L'Université de La Réunion acquiert un supercalculateur bullx.

Avril

Xerox choisit bullion pour virtualiser ses applications critiques.

Recherche internationale sur la fusion nucléaire contrôlée (projet ITER) : Bull retenu pour fournir le supercalculateur de Rokkasho (Japon).

Sécurisation des bases de données : le module de sécurité TrustWay® box de Bull est désormais intégré avec Oracle Advanced Security pour Oracle 11g.

Korben hébergé par Agarik.

Résultats du premier trimestre 2011.

Mai

Le data center de Bull à Trélazé récompensé par la Commission européenne pour ses performances énergétiques.

EUROCONTROL attribue un contrat de 43 millions d'euros à un consortium dirigé par Bull.

Bull et Bee Ware signent un partenariat technologique pour la sécurisation des transactions critiques.

Bull annonce avec StoreWay Virtuo NV series la librairie virtuelle la plus performante et polyvalente du marché.

Juin

Nomination : Béatrice Bacconnet rejoint Bull en tant que Directrice de la division « Security Solutions ».

globull® obtient un agrément Confidentiel Défense.

Assemblée générale mixte du 8 juin 2011 : approbation de toutes les résolutions proposées.

25 PME s'associent à Bull pour la création du Club NumInnov.

1000 postes à pourvoir chez Bull en 2011.

Classement TOP500 : Tera 100 remporte à nouveau le titre de supercalculateur le plus puissant d'Europe.

Bull annonce la création de BUX, le groupe d'utilisateurs Bull de l'*Extreme Computing*.

BBVA fait confiance à Bull pour son nouveau supercalculateur.

Le prix Bull-Joseph Fourier décerné à Julien Bohbot, ingénieur de recherche à l'IFP Énergies Nouvelles.

2.2.6 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires de Bull a réuni le 8 juin 2011 un quorum de 69,6 millions d'actions, soit 57,8 % du capital social. Cette assemblée a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale a notamment approuvé la recommandation du conseil d'administration de renouveler les mandats d'administrateur de Henri Conze et de Jean Bréchon pour trois ans. La composition du conseil d'administration, ainsi que celle des comités spécialisés, demeure inchangée depuis le 16 juin 2010.

Lors de la réunion du conseil d'administration le 28 juillet 2011, Jean Bréchon a présenté sa démission. Le conseil d'administration a coopté Alexandra Soto pour la durée du mandat de Jean Bréchon restant à courir. Sa cooptation sera présentée pour ratification à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

2.3 RÉSULTATS DU GROUPE

2.3.1 COMMENTAIRES

Changements de périmètre

- Le 13 janvier 2011, Bull a annoncé l'acquisition des activités solutions de stockage de la société VAS basée au Caire, en Égypte. VAS est le principal distributeur et intégrateur de solutions de stockage du marché égyptien, mais aussi le plus important partenaire local d'EMC. Bull est devenu l'actionnaire principal d'une nouvelle société nommée VAS Integrated Solutions (VIS) devenue propriétaire des activités mentionnées ci-dessus.
- En février 2011, Bull a créé la société Amesys Singapour, filiale à 100 % de la société Amesys Conseil.

Résultats au 30 juin 2011

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2010	Variation semestre à semestre
	2011	2010		
Chiffre d'affaires	612,4	591,3	1 243,1	+ 3,6 %
Marge brute	137,8	131,2	278,3	
% chiffre d'affaires	22,5 %	22,2 %	22,4 %	+ 0,3 pt
Frais de Recherche et Développement nets	(10,9)	(8,4)	(19,8)	
% chiffre d'affaires	1,8 %	1,4 %	1,6 %	+ 0,4 pt
Frais commerciaux et administratifs	(110,3)	(111,6)	(220,0)	
% chiffre d'affaires	18,0 %	18,9 %	17,7 %	- 0,9 pt
Résultat de change sur flux opérationnels	(2,6)	(1,2)	(3,0)	
EBIT*	14,0	10,0	35,5	+ 4,0
% chiffre d'affaires	2,3 %	1,7 %	2,9 %	+ 0,6 pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	8,3	(12,3)	5,3	
Coûts de départs transactionnels	(4,9)	(7,2)	(14,1)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	0,8	(0,4)	(0,4)	
CRMF**	-	(4,3)	(1,7)	
Résultat opérationnel***	18,2	(14,2)	24,6	
Résultat de change sur flux financiers	(0,0)	1,0	0,6	
Frais financiers	(6,2)	(4,1)	(8,6)	
Charge d'impôts	(4,6)	(1,1)	(10,0)	
Part des minoritaires	-	-	(0,1)	
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	7,4	(18,4)	6,5	+ 25,8

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'était pas classée en impôts au 30 juin 2010. Au premier semestre 2010, cette cotisation s'élevait à 2,9 millions d'euros.

** CRMF : Clause de retour à meilleure fortune.

*** Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.



Rapport d'activité du premier semestre 2011

RÉSULTATS DU GROUPE

Au premier semestre 2011, le **chiffre d'affaires** du Groupe atteint 612,4 millions d'euros, en croissance de 3,6 % par rapport au chiffre d'affaires publié pour le premier semestre 2010.

À périmètre constant, c'est-à-dire sans la prise en compte du chiffre d'affaires apporté par l'acquisition réalisée en Égypte au premier semestre et à taux de change constants, le chiffre d'affaires du Groupe est de 606,7 millions d'euros à fin juin 2011 à comparer à 591,3 millions d'euros à fin juin 2010 soit une croissance de 2,6 %.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2011 évolue légèrement par rapport à juin 2010. Le chiffre d'affaires apporté par l'acquisition réalisée en Égypte impacte le poids relatif du Reste du monde. La croissance en Amérique latine a un effet similaire. Ces deux évolutions réduisent la part de la France malgré la croissance enregistrée sur cette géographie.

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		
	2011	2010	Année 2010
France	57,4 %	58,3 %	56,3 %
Europe hors France	29,0 %	29,8 %	29,1 %
Amérique du Nord	1,9 %	2,2 %	2,1 %
Amérique du Sud	4,3 %	3,7 %	4,4 %
Reste du monde	7,4 %	6,0 %	8,1 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %

La **marge brute** du Groupe s'établit à 137,8 millions d'euros au premier semestre 2011, soit 22,5 % du chiffre d'affaires de la période en progression de 0,3 point par rapport à juin 2010. En effet la progression de la marge sur les activités services, maintenance et sécurité du Groupe compense la diminution du taux de marge sur les ventes de serveurs.

Les **dépenses nettes de R&D**, s'élèvent à 10,9 millions d'euros au premier semestre 2011, comparé à 8,4 millions d'euros publiés en juin 2010. Ces chiffres tiennent compte d'un crédit d'impôt recherche en diminution en 2011 et de la croissance de la participation des partenaires du Groupe à son effort de recherche.

Les **frais commerciaux et administratifs** évoluent favorablement au premier semestre 2011 en valeur absolue et en relation au chiffre d'affaires.

Après prise en compte des pertes de change sur flux opérationnels, l'**EBIT** s'établit ainsi au premier semestre à 14,0 millions d'euros, comparé à 10,0 millions d'euros en juin 2010. En relation au chiffre d'affaires, la progression est de 0,6 point.

Les **produits de cession et autres produits et charges opérationnels** non courants sont constitués principalement de :

- (i) une reprise sans consommation d'une provision sur litiges postérieurs à une cession de filiale, toutes les voies de recours étant épuisées, pour 6,0 millions d'euros ;
- (ii) un gain sur la cession d'une participation ce semestre et un complément de gain sur cession antérieure pour 1,2 million d'euros ;
- (iii) un gain exceptionnel lié à la récupération d'excédents de financement sur les plans de préretraite mis en place par le Groupe au début des années 2000, pour 0,9 million d'euros.

Les **coûts des départs transactionnels** en France et à l'étranger représentent 4,9 millions d'euros.

La **Clause de retour à meilleure fortune** dont bénéficie l'État français, condition de l'aide à la restructuration reçue par Bull en janvier 2005, n'a pas été modifiée par rapport à fin décembre 2010, compte tenu du fait que les résultats semestriels sont conformes au plan défini dans les orientations stratégiques du Groupe.

Les **autres pertes et gains de change** représentent la part non opérationnelle des opérations de change liées à la position financière du Groupe.

Au premier semestre 2011 les **frais financiers** s'élèvent à 6,2 millions d'euros, dont un coût financier de 2,4 millions d'euros lié à l'actualisation des engagements de retraite en Allemagne et de 1,9 million d'euros lié à l'actualisation des créances de crédit d'impôt recherche.

La **charge d'impôt**, quant à elle, s'élève à 4,6 millions d'euros. Il est à noter que la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est comptabilisée depuis le deuxième semestre 2010 dans cette rubrique « charge d'impôts » alors que la Taxe Professionnelle, qu'elle remplace partiellement, était enregistrée dans les rubriques de coûts de l'EBIT. Au premier semestre 2011, la CVAE représente 3,4 millions d'euros.

Le **résultat net**, part du Groupe, s'établit ainsi à fin juin 2011 en profit à 7,4 millions d'euros alors que le Groupe avait enregistré une perte au premier semestre 2010.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

RÉSULTATS PAR BUSINESS LINE

À partir du 1^{er} janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines (BL) à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.



La Business Line **Innovative Products** est en charge du développement des offres de supercalculateur et de serveurs haute-performance répondant aux exigences des clients du Groupe pour leurs applications critiques. Elle porte l'effort de Recherche et Développement du Groupe dans ces domaines.

La Business Line **Security Solutions** fédère les activités produits et services du Groupe dans le domaine des systèmes critiques et de la sécurité numérique (sécurité réseaux et cryptographie, gestion des identités, infrastructures de confiance...).

La Business Line **Computing Solutions** fournit à ses clients, en France et à l'international, des solutions d'infrastructures critiques et sécurisées, qui vont de la distribution de produits et leur maintenance, à l'ingénierie d'infrastructure et l'infogérance.

Enfin la Business Line **Business Integration Solutions** regroupe les offres de conseil, d'intégration et de solutions applicatives sectorielles.

Les prises de commande représentent la part ferme des contrats signés dans le semestre ainsi que la valorisation pour l'exercice des contrats qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre dans la solution offerte au client un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques. En particulier la Business Line Innovative Products bénéficie d'une marge de producteur sur ses produits distribués par les autres Business Lines.

Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs de l'organisation International and Business Development, en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnels du Groupe, ne sont pas alloués.

■ Résultats par Business Line au premier semestre 2011

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Coûts fonctionnels et transverses*	Total
Prises de commande	102,8	405,6	161,6	61,7		
Prises de commande inter BLs	(72,5)	(3,0)	(4,2)	(2,2)		
Prises de commande clients externes	30,3	402,6	157,4	59,5		649,8
Chiffre d'affaires	96,9	388,1	150,2	55,6		
Chiffre d'affaires inter BLs	(69,0)	(3,3)	(3,6)	(2,5)		
Chiffre d'affaires clients externes	27,9	384,7	146,7	53,1		612,4
Marge opérationnelle	10,2	27,2	3,5	0,0	(26,9)	14,0

* Dont gestion commerciale des grands comptes, organisation internationale, résultat de change sur flux opérationnels.

■ Résultats par Business Line au premier semestre 2010

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Coûts fonctionnels et transverses*	Total
Prises de commande	98,3	389,0	151,0	66,9		
Prises de commande inter BLs	(75,9)	(1,5)	(4,6)	(0,9)		
Prises de commande clients externes	22,4	387,5	146,4	66,0		622,4
Chiffre d'affaires	86,9	369,8	142,2	60,0		
Chiffre d'affaires inter BLs	(60,8)	(2,4)	(2,7)	(1,6)		
Chiffre d'affaires clients externes	26,0	367,4	139,5	58,4		591,3
Marge opérationnelle	12,0	24,8	1,2	1,1	(29,1)	10,0

* Dont gestion commerciale des grands comptes, organisation internationale, résultat de change sur flux opérationnels.

Innovative Products

Les prises de commande de la Business Line Innovative Products sont en progression de 4,6 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. La bonne tenue de l'activité serveurs propriétaires ainsi que la croissance de l'activité *Extreme Computing* contribuent à ses résultats.

Le chiffre d'affaires progresse également fortement de 11,5 % à 96,9 millions d'euros sur la base notamment des contrats *Extreme Computing* enregistrés au Japon (le supercalculateur de Rokkasho pour le projet Iter de fusion nucléaire contrôlée) et en Allemagne (l'Université RWTH « Aix La Chapelle » pour la recherche scientifique, industrielle et environnementale). La progression du chiffre d'affaires correspondant aux partenariats Recherche et Développement contribue également à cette croissance.

La marge opérationnelle s'établit à 10,2 millions d'euros en légère diminution par rapport à juin 2010.

Computing Solutions

Les prises de commande de la Business Line Computing Solutions croissent de 4,3 % à fin juin 2011 par rapport à la même période de 2010. L'acquisition faite en 2011 en Égypte contribue pour 6,9 millions d'euros de prises de commande.

Le chiffre d'affaires s'élève à 388,1 millions d'euros, en progression de 4,9 % par rapport au premier semestre 2010 en particulier grâce à l'acquisition faite en Égypte. Les différentes zones et activités réalisent des performances contrastées. Toutefois, sur le plan géographique, une bonne activité en France, en Allemagne, compense les zones géographiques comme l'Europe de l'Est en retrait par rapport à 2010. De même, sur le plan des offres, une progression des activités *Extreme Computing*, Maintenance et Infrastructure Services, et Managed et Outsourcing Services compense les activités, comme les serveurs Escala®, moins dynamiques.

La marge opérationnelle s'établit à 27,2 millions d'euros en progression de 2,4 millions d'euros par rapport à juin 2010.

Business Integration Solutions

Les prises de commande de la Business Line Business Integration Solutions croissent de 7,0 % à fin juin 2011 par rapport à la même période de 2010 : au cours du premier semestre, EUROCONTROL, l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, a confié à un consortium dirigé par Bull un marché échelonné sur plusieurs années visant à développer et tester des applications métiers stratégiques.

Dans un marché toujours concurrentiel, le chiffre d'affaires de 150,2 millions d'euros, affiche une progression de 5,7 % par rapport au premier semestre 2010. Les activités en France, en Amérique latine ainsi que les activités au Maroc et en Pologne soutiennent principalement cette croissance. Malgré la crise qui perdure, la bonne tenue de l'activité en Espagne est à remarquer.

La marge opérationnelle s'établit en progression à 3,5 millions d'euros contre un résultat légèrement positif en juin 2010.

Security Solutions

Les prises de commande de la Business Line Security Solutions sont en décroissance de 7,7 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. La progression de ces prises de commande au deuxième trimestre 2011 de 4,5 % par rapport à la même période de 2010 n'a pas permis de compenser la forte décroissance enregistrée au premier trimestre. Les événements survenus au Proche et Moyen-Orient ont en effet impacté l'activité commerciale de cette Business Line en début d'année. Toutefois, les nouvelles offres présentées au premier trimestre, très innovantes sur leur segment, continuent de susciter un intérêt soutenu de la part des donneurs d'ordre des secteurs défense et sécurité.

En conséquence de cette évolution des prises de commande, le chiffre d'affaires, s'établit à 55,6 millions d'euros en décroissance de 7,3 % par rapport au premier semestre 2010 mais cette décroissance est moins forte au deuxième trimestre (- 3,8 %) qu'au premier trimestre (- 11,1 %).

Le niveau d'activité plus faible pèse sur la marge opérationnelle qui s'établit à l'équilibre et en décroissance (- 1,1 million d'euros) par rapport à juin 2010.

SITUATION DE TRÉSORERIE**Trésorerie brute**

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	225,4	199,4	282,2
Comptes de garantie	38,2	48,5	44,1
TRÉSORERIE BRUTE	263,6	247,9	326,3

La trésorerie disponible (« Trésorerie et équivalents de trésorerie ») est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires, et de comptes à terme avec possibilité de sortie anticipée à tout moment dans des conditions prévues contractuellement.

Les comptes de garantie sont constitués d'une part des garanties liées aux programmes de cession de créances, et d'autre part des dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales ou financières. Ils constituent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Une partie de cette trésorerie a pour origine les cotisations de retraite accumulées dans la filiale allemande du Groupe et non externalisées conformément à la législation en vigueur.

Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2011	2010	Année 2010
EBIT	14,0	10,0	35,5
Amortissements	10,3	8,7	19,8
Investissements (opérationnels)	(6,6)	(13,9)	(27,9)
Variation du besoin en fonds de roulement	(79,9)	(41,6)	40,1
Frais financiers payés	(6,2)	(4,1)	(8,6)
Impôts	(5,1)	(0,8)	(10,2)
Flux provenant des opérations courantes	(73,6)	(41,7)	48,6
Flux non récurrents	(4,7)	(44,8)	(50,9)
Flux total de trésorerie	(78,3)	(86,5)	(2,3)
Augmentation/(diminution) de la dette	15,6	(4,5)	(10,3)
Augmentation/(diminution) de la trésorerie	(62,7)	(91,0)	(12,5)
TOTAL	(78,3)	(86,5)	(2,3)

Au cours du 1^{er} semestre 2011, le Groupe a consommé 78,3 millions d'euros de trésorerie nette, dont 73,6 millions d'euros pour les opérations courantes.

La trésorerie du Groupe enregistre des variations saisonnières importantes liées aux cycles de facturation et d'encaissement.

La plus grande partie des créances clients de Bull SAS, de Bull Belgique, et de Serviware est cédée dans le cadre d'un contrat d'affacturage. Il s'agit de cessions sans recours, qui remplissent les critères de l'IAS 39 justifiant leur décomptabilisation : ces créances clients, et le financement correspondant, ne figurent pas au bilan.

Le flux d'encaissements correspondant est celui généré par le financement de l'affactureur, qui intervient au moment où les créances sont cédées, c'est-à-dire à la facturation. Les encaissements clients correspondant aux créances cédées constituent un flux au profit de l'affactureur.

Les flux de trésorerie non récurrents sont constitués principalement du prix d'acquisition des activités solutions de stockage de la société VAS en Égypte pour 2,8 millions d'euros, de 4,0 millions d'euros de dépenses liées aux départs transactionnels, et de 1,6 million d'euros de recette correspondant à la vente de la participation que Bull détenait dans la société Keynectis en France.

Au premier semestre 2011, la trésorerie brute du Groupe a diminué de 62,7 millions d'euros.

Les différences principales avec le tableau 3.2.4 correspondent :

- a) aux frais des départs transactionnels (4,0 millions d'euros), traités comme des éléments non récurrents dans le tableau ci-dessus, alors qu'ils figurent dans les flux de trésorerie générés/requis par l'activité du tableau 3.2.4 ;
- b) aux investissements opérationnels (6,6 millions d'euros), inclus ici dans les opérations courantes alors qu'isolés dans le tableau 3.2.4 ;
- c) à la diminution des comptes de garantie et des comptes courants liés à l'affacturage (5,3 millions d'euros), cette variation étant prise en compte dans le flux provenant des opérations courantes du tableau ci-dessus, et n'étant pas dans le tableau 3.2.4 ;
- d) aux dépôts requis par les banques garantissant certains emprunts (0,7 million d'euros) considérés dans les flux de trésorerie générés/requis par les financements dans le tableau 3.2.4 ;
- e) aux frais financiers opérationnels nets (6,2 millions d'euros) considérés dans les flux de trésorerie générés/requis par les financements dans le tableau 3.2.4 ;
- f) à une conversion en euros des flux en devises étrangères faite en utilisant un taux moyen sur l'année dans le tableau 3.2.4 ainsi que d'autres ajustements représentant 1,1 million d'euros.

Trésorerie nette

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Trésorerie brute	263,6	247,9	326,3
Financement de créances commerciales	(5,9)	(7,4)	(2,8)
Financement de créances locatives	(7,8)	(14,5)	(9,2)
Emprunts auprès d'établissements de crédit	(40,4)	(19,8)	(22,3)
Autres dettes financières	(1,6)	(7,2)	(7,2)
Instruments dérivés passif	(3,0)	-	(1,6)
Total endettement	(58,7)	(48,9)	(43,1)
TRÉSORERIE NETTE	204,9	199,0	283,2

Le Groupe a mis en place en janvier 2011 un crédit syndiqué d'un montant de 50 millions d'euros, dont la tranche amortissable sur 5 ans, d'un montant de 35 millions d'euros, a été immédiatement tirée.

Par ailleurs, l'endettement financier du Groupe est composé notamment de cessions de créances commerciales avec recours à hauteur de 5,9 millions d'euros et de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location en France et à l'étranger à hauteur de 7,8 millions d'euros. Il s'agit donc de financements assis sur des actifs du Groupe.

Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture.

PERSPECTIVES

Lors d'une présentation le 9 décembre 2010, le groupe Bull a annoncé les axes de son plan de développement pluriannuel, avec pour objectif de se positionner sous trois ans comme un leader européen des systèmes numériques critiques. En termes d'objectifs financiers à moyen terme, Bull vise une amélioration de sa rentabilité, qui devrait presque doubler en 2013, avec un résultat opérationnel courant (EBIT), qui se situera entre 50 et 60 millions d'euros. Sur la même période, l'objectif en terme de croissance organique est d'atteindre un chiffre d'affaires annuel situé entre 1,35 et 1,45 milliard d'euros, soit une croissance environ 50 % plus rapide que le marché.

Ce plan de développement 2011-2013 et les objectifs financiers à moyen terme associés se fondent sur un périmètre constant d'activité, une reprise progressive de l'économie globale dans les 12 à 18 mois qui viennent et une absence de changements structurels dans la parité des principales monnaies comme dans les politiques d'investissements des pouvoirs publics.

3

ÉTATS FINANCIERS

3.1	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	22
3.2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES	23



3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BULL, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Résumé des principes comptables essentiels » de l'annexe qui recense les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'adoption obligatoire en 2011.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur Seine, le 1^{er} août 2011

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Deloitte & Associés

Victor Amselem

Bénédicte Sabadie-Fauré

3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

3.2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	Premier semestre		Année 2010
		2011	2010	
Chiffre d'affaires		612,4	591,3	1 243,1
Coûts des produits et services vendus		(474,6)	(460,1)	(964,8)
Marge brute		137,8	131,2	278,3
Frais de Recherche et Développement		(10,9)	(8,4)	(19,8)
Frais commerciaux		(69,7)	(69,2)	(137,7)
Frais administratifs		(40,6)	(42,4)	(82,3)
Résultat de change sur flux opérationnels		(2,6)	(1,2)	(3,0)
Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers *		14,0	10,0	35,5
Autres produits opérationnels	(20)	8,0	-	18,1
Autres charges opérationnelles	(20)	(4,6)	(19,5)	(26,9)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(23)	0,8	(0,4)	(0,4)
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(15)	-	(4,3)	(1,7)
Résultat opérationnel		18,2	(14,2)	24,6
Résultat de change sur flux financiers		-	1,0	0,6
Charges de financement		(8,9)	(5,4)	(11,9)
Produits de financement		2,7	1,3	3,3
Résultat financier	(21)	(6,2)	(3,1)	(8,0)
Charge d'impôts	(22)	(4,6)	(1,1)	(10,0)
RÉSULTAT NET		7,4	(18,4)	6,6
Dont :				
■ part du Groupe		7,4	(18,4)	6,5
■ part minoritaire		-	-	0,1
Résultat de base par action		0,06	(0,15)	0,05
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		120 474 058	120 216 058	120 425 058
Résultat dilué par action		0,06	(0,15)	0,05
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		124 433 259	121 540 920	122 792 368

* La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'était pas classée en impôts au 30 juin 2010. Au premier semestre 2010, cette cotisation s'élevait à 2,9 millions d'euros.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

Résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2010
	2011	2010	
Résultat net	7,4	(18,4)	6,6
Écarts de conversion	(0,7)	0,6	0,1
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0,2	(0,2)	-
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	0,6	-	-
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	0,1	0,4	0,1
Résultat global consolidé	7,5	(18,0)	6,7
Attribuable :			
■ au Groupe	7,5	(18,0)	6,6
■ aux minoritaires	-	-	0,1

3.2.2 BILAN CONSOLIDÉ

Actif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2011	2010	2010
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(4)	24,0	25,9	23,5
Immobilisations corporelles	(5)	53,2	53,0	56,8
Écarts d'acquisition	(6)	132,0	129,7	129,7
Actifs financiers non courants	(7)	14,6	13,5	14,3
Impôts différés – actif	(22)	15,3	15,2	15,3
Total actifs non courants		239,1	237,3	239,6
Actifs courants				
Stocks et encours	(8)	70,3	64,9	67,1
Créances clients	(9)	161,3	154,9	124,4
Autres actifs courants	(10)	97,2	81,6	86,2
Placements en garantie		15,0	17,5	15,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie		225,4	199,4	282,2
Total actifs courants		569,2	518,3	575,6
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF		808,3	755,6	815,2

Passif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2011	2010	2010
Capitaux propres				
Capital	(11)	12,1	12,1	12,1
Réserves	(12)	186,9	152,4	178,2
Capitaux propres		199,0	164,5	190,3
Dont :				
■ part du Groupe		198,3	164,4	190,1
■ intérêts minoritaires	(13)	0,7	0,1	0,2
Emprunts et passifs financiers non courants	(14)	42,0	31,1	18,8
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(15)	12,8	18,4	12,8
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		98,0	97,1	99,1
Autres provisions	(16)	24,3	24,8	23,1
Impôts différés – passif	(22)	4,0	4,3	3,9
Total passifs non courants hors capitaux propres		181,1	175,7	157,7
Passifs courants				
Dettes fournisseurs		175,8	168,0	197,9
Clients : avances et acomptes reçus		15,8	8,8	9,6
Impôts à payer sur les bénéfices		5,5	6,4	7,5
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		9,2	8,4	9,2
Produits perçus d'avance		1,4	0,3	5,0
Autres provisions	(17)	44,8	47,7	53,6
Autres passifs courants	(17)	159,0	157,3	160,1
Emprunts et passifs financiers courants	(14)	16,7	18,5	24,3
Total passifs courants		428,2	415,4	467,2
Passifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
TOTAL DU PASSIF		808,3	755,6	815,2

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	TOTAL
Solde au 1^{er} janvier 2010	9,7	270,0	(6,1)	2,2	(178,5)	97,3	0,1	97,4
Réserves de conversion	-	-	0,6	-	-	0,6	-	0,6
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	-	(0,2)
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	0,6	(0,2)	-	0,4	-	0,4
Résultat net de la période	-	-	-	-	(18,4)	(18,4)	-	(18,4)
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	0,6	(0,2)	(18,4)	(18,0)	-	(18,0)
Augmentation de capital	2,4	82,5	-	-	-	84,9	-	84,9
Actions d'autocontrôle	-	(0,2)	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Paiement sous forme d'actions	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
SOLDE AU 30 JUIN 2010	12,1	352,7	(5,5)	2,0	(196,9)	164,4	0,1	164,5
Réserves de conversion	-	-	(0,5)	-	-	(0,5)	-	(0,5)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(0,5)	0,2	-	(0,3)	-	(0,3)
Résultat net de la période	-	-	-	-	24,9	24,9	0,1	25,0
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	(0,5)	0,2	24,9	24,6	0,1	24,7
Actions d'autocontrôle	-	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiement sous forme d'actions	-	1,0	-	-	-	1,0	-	1,0
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2010	12,1	353,8	(6,0)	2,2	(172,0)	190,1	0,2	190,3
Solde au 1^{er} janvier 2011	12,1	353,8	(6,0)	2,2	(172,0)	190,1	0,2	190,3
Réserves de conversion	-	-	(0,7)	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(0,7)	0,8	-	0,1	-	0,1
Résultat net de la période	-	-	-	-	7,4	7,4	-	7,4
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	(0,7)	0,8	7,4	7,5	-	7,5
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	(0,6)	(0,6)	0,5	(0,1)
Actions d'autocontrôle	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiement sous forme d'actions	-	1,1	-	-	-	1,1	-	1,1
SOLDE AU 30 JUIN 2011	12,1	355,1	(6,7)	3,0	(165,2)	198,3	0,7	199,0

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie début d'exercice	282,2	299,1	299,1
Résultat net, part du Groupe	7,4	(18,4)	6,5
Intérêts minoritaires (participation non contrôlante)	-	-	0,1
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
■ Amortissements	10,3	8,7	19,8
■ Provisions pour perte de valeur d'actifs corporels	-	(0,1)	(0,1)
■ Dépréciation écarts d'acquisition	-	9,2	9,2
■ Provisions	(7,5)	0,7	8,7
■ Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	-	4,3	(1,3)
■ Coûts et produits de financement	6,2	4,0	8,6
■ Impôts différés	(0,5)	0,3	(0,2)
■ Charge d'impôts courants	5,1	0,8	10,2
■ Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés	(2,5)	(0,5)	(3,8)
■ Encaissement au titre du crédit d'impôt recherche	-	15,3	17,5
■ Actualisation des créances liées au crédit d'impôt recherche	1,9	-	-
■ Charge de rémunération sous forme d'actions	1,1	0,4	1,4
■ (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations	(1,2)	(0,1)	(0,1)
■ Quote-part des résultats des entreprises associées	(0,8)	0,4	0,4
■ (Augmentation)/Diminution des placements en garantie	0,7	-	1,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
■ Clients et avances clients	(31,0)	(16,3)	14,7
■ Autres actifs courants	(13,5)	(15,0)	(20,2)
■ Stocks et encours	(3,4)	(10,2)	(12,7)
■ Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs	(23,2)	(16,5)	13,3
■ Autres passifs courants	(6,9)	(12,8)	(9,5)
Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité	(57,8)	(45,8)	64,3
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(6,7)	(14,0)	(27,0)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,6	0,2	0,5
Variation nette des autres actifs financiers	0,7	0,5	(0,6)
Incidence des variations de périmètre	(2,6)	(32,6)	(35,1)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements	(7,0)	(45,9)	(62,2)
Actions autodétenues	0,2	(0,2)	(0,1)
Variation nette des dettes à long et moyen terme	12,5	0,7	(0,3)
Variation nette des emprunts à court terme	3,5	(7,6)	(12,3)
Coûts et produits de financement*	(6,2)	(4,0)	(8,6)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements	10,0	(11,1)	(21,3)
Effets des variations de taux de change	(2,0)	3,1	2,3
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE	225,4	199,4	282,2
* Dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts	(1,8)	(1,0)	(2,8)

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne « Effet des variations de taux de change » qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS



Sommaire

NOTE 1	ORGANISATION	29
NOTE 2	RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS	29
NOTE 3	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	30
NOTE 4	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32
NOTE 6	ÉCARTS D'ACQUISITION	32
NOTE 7	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	33
NOTE 8	STOCKS ET ENCOURS	33
NOTE 9	CRÉANCES CLIENTS	34
NOTE 10	AUTRES ACTIFS COURANTS	36
NOTE 11	CAPITAL	36
NOTE 12	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	37
NOTE 13	INTÉRÊTS MINORITAIRES	37
NOTE 14	EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	37
NOTE 15	PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE	39
NOTE 16	PROVISIONS NON COURANTES	40
NOTE 17	PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS	40
NOTE 18	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	41
NOTE 19	CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS	42
NOTE 20	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	42
NOTE 21	RÉSULTAT FINANCIER	43
NOTE 22	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	44
NOTE 23	RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	44
NOTE 24	RÉSULTAT PAR ACTION	45
NOTE 25	PLAN D'OPTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS	45
NOTE 26	TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)	46
NOTE 27	ENGAGEMENTS HORS BILAN	47
NOTE 28	INFORMATION SECTORIELLE	49
NOTE 29	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	51

NOTE 1 ORGANISATION

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe Bull comprennent les comptes de Bull et de ses filiales.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2011, le capital de Bull est détenu à hauteur de 20,0 % par Crescendo Industries, de 8,1 % par France Telecom, de 2,4 % par NEC, de 2,1 % par Pothar Investments SA et de 67,4 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. Bull détient par ailleurs 0,3 % d'actions en autocontrôle.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme dont le siège social se situe en France, rue Jean-Jaurès, 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée en Bourse sur Euronext Paris. Les comptes semestriels consolidés résumés clos le 30 juin 2011 ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 28 juillet 2011.

NOTE 2 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Principes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2011 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2010.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010. À compter de cet exercice, il a été appliqué pour la première fois conformément aux normes IAS 32 et 39, la comptabilité de couverture pour un seul contrat dont les engagements de paiement en JPY courent jusqu'en 2017.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2011.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du groupe Bull fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2011 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- Amendement IFRS 1, Exemptions relatives aux informations à fournir au titre de IFRS 7 ;
- IAS 24 révisée, Informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées ;
- Amendement IAS 32, Classement des droits de souscription émis ;
- Amendement IFRIC 14, Paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement normal ;
- IFRIC 19, Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

À la date d'arrêt des présents états financiers, les nouveaux textes et les interprétations suivantes étaient émis mais non encore homologués par l'Union Européenne :

- IFRS 7, Transferts d'actifs financiers ;
- IAS 12, Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- IFRS 9, Instruments financiers ;
- IFRS 10, États financiers consolidés ;
- IFRS 11, Partenariats ;
- IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;

- IFRS 13, Évaluation à juste valeur ;
- IAS 27 révisée, États financiers individuels ;
- IAS 28 révisée, Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises.

Le groupe Bull mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et encours, aux participations non consolidées, à la valeur comptable des écarts acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (cf. note 22 de l'annexe aux comptes consolidés), à la Clause de retour à meilleure fortune à verser à l'État français (cf. note 15 de l'annexe aux comptes consolidés), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels soient susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

Saisonnalité

La saisonnalité observée sur les quatre dernières années se poursuit ; le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. À l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

NOTE 3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Acquisition de la société VAS

Le 13 janvier 2011, Bull a annoncé l'acquisition des activités solutions de stockage de la société VAS basée au Caire, en Égypte. VAS est le principal distributeur et intégrateur de solutions de stockage du marché égyptien, mais aussi le plus important partenaire local d'EMC. Bull est devenu l'actionnaire principal d'une nouvelle société nommée VAS Integrated Solutions (VIS) devenue propriétaire des activités mentionnées ci-dessus.

L'impact de l'acquisition de VAS sur le bilan du Groupe est présenté de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 1^{er} janvier 2011
Immobilisations incorporelles	2,0
Actifs financiers non courants	0,3
Impôts différés – passif	(0,6)
Juste valeur des actifs nets à la date d'acquisition	1,7
Juste valeur des actifs nets acquis (79,99 %)	1,4
Écart d'acquisition	2,3
TOTAL ACQUISITION	3,7
Dont :	
■ prix d'acquisition versé en numéraire	2,8
■ clauses d'ajustement de prix	0,9

Ces montants sont provisoires et pourraient faire l'objet d'ajustements afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues auraient affecté l'évaluation de ces actifs et de ces passifs. Cette période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Les frais liés à cette acquisition ont été constatés en résultat.

L'acquisition a porté sur 79,99 % du capital, en complément de la participation de 0,01 % déjà détenue par le Groupe, la portant à 80 %. Pour cette acquisition, la méthode de l'écart d'acquisition partiel a été appliquée. À la suite de l'approbation de l'opération par les autorités égyptiennes en date du 17 avril 2011, VIS a procédé à :

- une augmentation de capital d'un montant équivalent à 0,7 million d'euros, souscrite de manière paritaire par le Groupe et l'actionnaire minoritaire ;
- l'émission d'un emprunt convertible en actions souscrit en totalité par EMC pour un montant de 1,0 million d'euros. Au terme de l'emprunt, soit le 30 juin 2014, EMC deviendra actionnaire de VIS à hauteur de 16,5 % au maximum.

Par ailleurs, le Groupe a octroyé à l'actionnaire minoritaire un droit de vente sur les 20,0 % du capital restant. Ce droit sera exerçable de manière inconditionnelle entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2017. Ce droit a été comptabilisé en autre dette financière avec pour contrepartie une diminution des réserves (part du Groupe) pour un montant de 0,6 million d'euros. Ce droit portera sur 16,7 % du capital de VAS, compte tenu de l'effet dilutif de l'augmentation de capital de 16,5 % au profit de EMC qui aura lieu à la suite de la conversion de l'emprunt. L'actionnaire minoritaire a en retour accordé au Groupe un droit d'achat selon les mêmes caractéristiques.

La contribution de VAS au résultat du groupe Bull au 30 juin 2011, exprimée en millions d'euros, est la suivante :

- chiffre d'affaires : 5,2
- marge brute : 0,7
- EBIT : (0,0)
- résultat net : (0,0)

Création de la société Amesys Singapour

En février 2011, Bull a créé la société Amesys Singapour, filiale à 100 % de la société Amesys Conseil.

NOTE 4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)	Frais de développement capitalisés	Relations commerciales	Technologies	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2011	5,7	9,1	26,4	41,2
Acquisitions		0,1	1,1	1,2
Cessions, reprises, transferts				
Écarts de change	(0,2)			(0,2)
Autres mouvements ⁽¹⁾		2,0		2,0
Valeur brute au 30 juin 2011	5,5	11,2	27,5	44,2
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2011	(5,3)	(3,6)	(8,8)	(17,7)
Dotations	(0,3)	(0,5)	(1,8)	(2,6)
Cessions, reprises, transferts				
Écarts de change	0,1			0,1
Autres mouvements				
Amortissements cumulés au 30 juin 2011	(5,5)	(4,1)	(10,6)	(20,2)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2011	0,4	5,5	17,6	23,5
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2011	-	7,1	16,9	24,0

1) Concerne les variations de périmètre intervenues en 2011. Dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition, des immobilisations incorporelles ont été identifiées pour 2,0 millions d'euros (relations commerciales amortissables sur une durée de 3,5 ans).

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel de location	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2011	3,2	107,6	114,2	1,2	226,2
Acquisitions		1,4	4,0		5,4
Cessions, reprises, transferts		1,7	(8,4)	(0,1)	(6,8)
Écarts de change		(0,2)	(1,5)		(1,7)
Autres mouvements					-
Valeur brute au 30 juin 2011	3,2	110,5	108,3	1,1	223,1
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2011	-	(79,3)	(89,0)	(1,1)	(169,4)
Dotations		(2,0)	(5,6)	(0,1)	(7,7)
Cessions, reprises, transferts		1,4	4,3	0,1	5,8
Écarts de change		0,1	1,3		1,4
Autres mouvements					-
Amortissements cumulés au 30 juin 2011		(79,8)	(89,0)	(1,1)	(169,9)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2011	3,2	28,3	25,2	0,1	56,8
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2011	3,2	30,7	19,3	-	53,2

NOTE 6 ÉCARTS D'ACQUISITION

2011

(en millions d'euros)	Valeur en début d'exercice	Acquisitions/dépréciations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Valeur brute	143,6	2,3		145,9
Perte de valeur	(13,9)			(13,9)
VALEUR NETTE	129,7	2,3	-	132,0

Les écarts d'acquisition par entité s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Bull HN Information Systems Inc. (États-Unis)	1,1	1,1	1,1
Réseau international	6,1	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4	1,4
AMG.net (Pologne)	7,1	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4	5,4
Serviware (France)	3,5	3,5	3,5
CSB (Luxembourg)	3,7	3,7	3,7
Sirus (France)	1,8	1,8	1,8
science+computing (Allemagne)	13,7	13,7	13,7
Groupe Amesys	85,9	85,9	85,9
VAS Integrated Solutions (Égypte)	2,3	-	-
TOTAL	132,0	129,7	129,7

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs (en cours d'année, principalement en cas de déviation significative du résultat par rapport au budget), pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle les écarts d'acquisition sont alloués.

En 2011, le Groupe a constaté 2,3 millions d'euros d'écart d'acquisition liés à l'entrée dans le périmètre de VAS Integrated Solutions (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Le montant de l'écart d'acquisition est provisoire et pourrait faire l'objet d'ajustements dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Au 30 juin 2010, les tests de dépréciation avaient conduit à déprécier l'écart d'acquisition de la société Siconet pour 9,2 millions d'euros, compte tenu de la crise économique en Espagne.

Au 30 juin 2011, il n'y a pas eu de comptabilisation de perte de valeur.

NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

2011

(en millions d'euros)	Valeur nette en début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Ajustements de valeur	Autres mouvements	Valeur nette en fin d'exercice
Actifs financiers disponibles à la vente	3,3		(0,7)	0,2		2,8
Prêts et avances	8,0					8,0
Participations dans les entreprises associées	3,0				0,8	3,8
TOTAL	14,3		(0,7)	0,2	0,8	14,6

Actifs financiers disponibles à la vente : ils comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Symantec (moins de 1 %) évalué pour 2,3 millions d'euros (2,1 millions d'euros fin 2010) et Safelayer (15 %) valorisé pour 0,5 million d'euros. Les titres Keynectis (14,39 %) ont été cédés en 2011 (évalués pour 0,7 million d'euros fin 2010).

Prêts et avances : ils concernent pour l'essentiel des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

Participations dans les entreprises associées : au 30 juin 2011, comme à fin décembre 2010, ce poste comprend pour l'essentiel les participations dans les sociétés françaises Bull Finance (49 %) et SERES (34 %).

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée « Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées ».

NOTE 8 STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Produits finis et travaux en cours	59,3	50,1	56,2
Produits en cours, matières premières et fournitures	25,2	25,7	26,0
Pièces de rechange	16,9	18,4	16,9
Provisions pour dépréciation des :			
■ produits finis et travaux en cours	(6,8)	(7,3)	(6,9)
■ produits en cours, matières premières et fournitures	(8,9)	(6,6)	(9,9)
■ pièces de rechange	(15,4)	(15,4)	(15,2)
TOTAL	70,3	64,9	67,1

NOTE 9 CRÉANCES CLIENTS

CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sont comptabilisés selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Dans le cas où il s'agit de contrats non résiliables, les créances de loyers sont, soit comptabilisées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû, soit décomptabilisées, en fonction de l'analyse du transfert des risques et avantages.

« CONTRATS DE CONSTRUCTION » (IAS 11)

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (*milestones*), qui atteste de l'avancement d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français de construction se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
■ Montant des produits des contrats comptabilisés	76,1	49,5	157,8
■ Pour les contrats en cours à la fin de la période :			
a) montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	192,7	134,3	207,2
b) montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	16,1	13,9	10,2
c) montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat	(1,9)	(3,2)	(22,5)
d) avances reçues	-	-	-

CESSION DE CRÉANCES CLIENTS

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage d'une part, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme ; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées de manière approfondie selon les critères de l'IAS 39, et sont ou non décomptabilisées.

Les principaux contrats concernent les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France, les créances de Bull Belgique et celles de Serviware. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la majeure partie des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet à Bull SAS de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de défaillance du client ;
- le risque lié au retard de paiement ;
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution qui donne lieu à la constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage calibrée au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

L'affactureur s'est engagé à mettre à la disposition des sociétés concernées, jusqu'au 31 décembre 2012, une ligne de financement globale d'un montant maximum de 150 millions d'euros, sous réserve que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull :

- 1) EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle) ;
- 2) ratio (dette nette/fonds propres) inférieur ou égal à 80 %.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le contrat pourrait être résilié avec un préavis de trois mois.

Les cessions de créances locatives sont intervenues en France (cessions comptabilisées pour un montant de 7,9 millions d'euros à fin juin 2011 contre 13,2 millions d'euros à fin décembre 2010), en Belgique et en Grande-Bretagne.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble de ces opérations, par nature, en indiquant la valeur comptable des actifs cédés et celle des passifs associés.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2011			Au 30 juin 2010			Au 31 décembre 2010		
	Créances			Créances			Créances		
	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total
Cessions comptabilisées									
■ créances cédées	5,9	7,9	13,8	7,4	14,5	21,9	2,8	9,2	12,0
■ trésorerie	4,6	7,9	12,5	5,0	14,5	19,5	2,1	9,2	11,3
■ comptes de garantie/ compte courant affacturation	1,3	-	1,3	2,4	-	2,4	0,7	-	0,7
■ dette	5,9	7,9	13,8	7,4	14,5	21,9	2,8	9,2	12,0
Cessions décomptabilisées									
■ créances cédées	120,8	3,6	124,4	130,9	6,0	136,9	180,2	5,1	185,3
■ trésorerie	98,8	3,6	102,4	102,3	6,0	108,3	152,5	5,1	157,6
■ comptes de garantie/ compte courant affacturation	22,0	-	22,0	28,6	-	28,6	27,6	-	27,6

Détails concernant les cessions de créances commerciales effectuées par Bull SAS

L'impact de la cession de créances de Bull SAS du 30 juin 2011 sur les différents postes du bilan peut se résumer comme suit :

Poste concerné (en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre	Commentaires
	2011	2010	2010	
Clients et comptes rattachés	(101,2)	(120,1)	(153,2)	Décomptabilisation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturation	8,4	9,8	12,4	Dépôt de garantie contractuel
Compte courant affacturation	12,9	15,5	12,6	Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	83,0	97,6	129,5	Trésorerie obtenue (hors frais)
TOTAL	3,1	2,8	1,2	
Emprunts et passifs financiers courants	3,1	2,8	1,2	Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
TOTAL	3,1	2,8	1,2	

VALEUR DES CRÉANCES CLIENTS

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Répartition par nature			
Valeur brute	169,9	162,8	132,1
Dépréciation	(8,6)	(7,9)	(7,7)
VALEUR NETTE	161,3	154,9	124,4

Par ancienneté, la valeur nette des créances se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2011		Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2010	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	118,9	-	83,6	-	59,6	-
Échues depuis moins de 30 jours	14,3	(0,5)	28,6	-	32,9	-
Échues depuis plus de 30 et moins de 60 jours	6,9	-	10,5	-	9,1	-
Échues depuis plus de 60 et moins de 90 jours	3,9	(0,1)	12,1	-	4,2	-
Échues depuis plus de 90 et moins de 180 jours	9,7	(0,3)	9,0	(0,1)	8,2	(0,2)
Échues depuis plus de 180 et moins de 360 jours	3,9	(0,3)	7,8	(0,1)	6,0	(0,2)
Échues depuis plus d'un an	12,3	(7,4)	11,2	(7,7)	12,1	(7,3)
TOTAL	169,9	(8,6)	162,8	(7,9)	132,1	(7,7)

À fin juin 2011, comme à fin 2010, la majorité des créances échues depuis plus de 180 jours correspond à des grands comptes publics et parapublics de pays du Moyen-Orient, du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Le recouvrement de ces créances peut être long, mais ne présente pas de risque majeur.

Le délai moyen d'encaissement clients sur le premier semestre 2011 est de 46 jours contre 55 jours sur le premier semestre 2010.

NOTE 10 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Créances sur financement R&D	5,8	5,0	4,4
Créances de crédit d'impôt recherche	24,8	5,7	17,1
Autres créances fiscales	5,8	2,3	7,4
Créances liées au personnel	1,4	1,7	0,8
Dépôts et cautionnements versés	3,7	3,1	2,7
Compte de garantie affacturage	9,0	11,3	13,2
Compte courant affacturage	14,1	19,7	15,1
Autres créances liées à l'exploitation	5,4	7,2	5,7
Charges constatées d'avance	27,2	25,6	19,8
TOTAL	97,2	81,6	86,2

Les filiales françaises de Bull détiennent une créance actualisée de crédit d'impôt recherche d'un montant de 24,8 millions d'euros au 30 juin 2011. L'encaissement de ces créances n'interviendra qu'en décembre 2014 et décembre 2015.

Le compte courant affacturage correspond principalement au montant des créances cédées, mais non financées.

NOTE 11 CAPITAL

Au 30 juin 2011, le capital de Bull est constitué de 120 786 647 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2011, Bull autodétient 312 589 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 1,5 million d'euros.

NOTE 12 RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 30 juin 2011, le montant des réserves liées au capital est de 355,1 millions d'euros contre 353,8 millions d'euros à fin 2010. Cette variation de 1,3 million d'euros se détaille ainsi :

- 1,1 million d'euros au titre des différents plans d'options ;
- 0,2 million d'euros suite à la cession d'actions d'autocontrôle dans le cadre d'un contrat de liquidité.

NOTE 13 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de :

- 8 % prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital ;
- 20 % dans la société VAS Integrated Solutions (VIS) lors de l'entrée de cette société dans le périmètre du Groupe en janvier 2011.

NOTE 14 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Emprunt obligataire – OCEANES	0,2	0,2	0,2
Emprunt obligataire – NEC	-	7,0	-
Emprunt convertible – EMC	0,8	-	-
Financement de créances locatives	2,8	6,7	3,7
Emprunts auprès d'établissements de crédit	37,0	17,0	14,9
Instruments dérivés passifs	0,6	0,2	-
Autre dette financière	0,6	-	-
Dettes financières à plus d'un an	42,0	31,1	18,8
Emprunt obligataire – NEC	-	-	7,0
Emprunt convertible – EMC	-	-	-
Financement de créances locatives	5,0	7,8	5,4
Financement de créances commerciales	5,9	7,4	2,8
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2,4	2,4	7,4
Découverts bancaires	1,0	0,4	-
Instruments dérivés passifs	2,4	0,5	1,6
Dettes financières à moins d'un an	16,7	18,5	24,3
DETTE FINANCIÈRE TOTALE	58,7	49,6	43,1

Emprunt obligataire – OCEANES

Au 30 juin 2011, le solde des OCEANES non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations, remboursables le 1^{er} janvier 2033, représentent la part non-convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportée à l'offre publique d'échange intervenue en juin – juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit, à la conversion, à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal.

Emprunt obligataire – NEC

L'emprunt obligataire convertible en actions souscrit par NEC Corporation en janvier 2006, arrivé à échéance au 31 janvier 2011, a été intégralement remboursé au nominal, soit 7,0 millions d'euros, le 30 mars 2011.

Emprunt convertible – EMC

Dans le cadre de l'acquisition de la société VAS Integrated Solutions par Bull Égypte (voir note 3), la société EMC a accordé à VAS Integrated Solutions un prêt de 1,0 million d'euros, convertible automatiquement en actions au plus tard le 30 juin 2014. Ce prêt ne porte pas intérêt.

Cette opération est traitée dans son intégralité comme une dette financière et a été comptabilisée à sa juste valeur au 30 juin 2011, en actualisant son montant à échéance au taux annuel de 10 %. La différence entre la valeur actualisée de cet emprunt (0,8 million d'euros) et sa valeur de remboursement (1,0 million d'euros) sera enregistrée en charges financières selon la méthode du coût amorti.

Financement de créances locatives et commerciales

Il s'agit de financements assis sur des actifs du Groupe. Des créances locatives correspondant à des contrats de location à moyen terme de matériels, sont cédées à des établissements de crédit pour en assurer le refinancement. Les financements associés à des créances commerciales correspondent à la partie des créances cédées avec recours dans le cadre de programmes d'affacturage.

Emprunts auprès d'établissements de crédit

L'encours est essentiellement constitué d'un crédit syndiqué à moyen terme, contracté par Bull le 14 janvier 2011. À cette date, Bull a signé avec un groupe de banques une facilité de crédit de 50 millions d'euros, sous la forme d'une part d'un crédit de 35 millions d'euros, amortissable semestriellement sur 5 ans avec un différé d'amortissement de 18 mois, d'autre part d'un crédit renouvelable sur 5 ans d'un montant de 15 millions d'euros, ce montant étant réduit semestriellement, et de manière linéaire, à compter du 18^e mois.

Le crédit amortissable de 35 millions d'euros a été tiré le 20 janvier 2011. À cette même date, le crédit de 15 millions d'euros mis en place le 15 juillet 2009, qui n'avait pas encore donné lieu à amortissement, a été remboursé, et la banque a donné main levée à Bull du nantissement du bon à moyen terme négociable de 7,5 millions d'euros qui garantissait ce crédit.

Ces crédits sont assortis de clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, notamment : maintien des crédits à leur rang, limitation des sûretés attribuées à des tiers, défaut croisé, et respect des engagements financiers suivants :

- trésorerie nette consolidée d'un montant minimum de 100 millions d'euros à chaque fin d'exercice (31 décembre de chaque année pendant la durée des crédits), et de 80 millions d'euros à chaque fin de premier semestre (30 juin de chaque année pendant la durée des crédits) ;
- EBITDA d'un montant minimum de :
 - 40 millions d'euros en 2011,
 - 50 millions d'euros en 2012,
 - 55 millions d'euros en 2013,
 - 60 millions d'euros en 2014 et 2015.

Les crédits sont garantis par le nantissement des titres détenus par Bull dans le capital des sociétés Amesys SAS et Amesys Conseil.

Figurent aussi dans cette rubrique les engagements en location financement, pour un montant de 5,1 millions d'euros, correspondant soit au refinancement de contrats de location de matériels à moyen terme résiliables par les clients, soit à la location de matériels divers pour les besoins propres des sociétés du Groupe.

Instruments dérivés passifs

Les instruments dérivés passifs sont constitués des dérivés de change valorisés au 30 juin 2011 à 3,0 millions d'euros.

Autre dette financière

Une option de vente des titres de la société VAS Integrated Solutions détenue par l'actionnaire minoritaire est valorisée en juste valeur à 0,6 million d'euros.

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR ÉCHÉANCE

Au 30 juin 2011, l'échéancier en capital de la dette financière est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Années suivantes
Montants	58,7	16,7	13,4	10,0	8,9	9,4	0,3

La dette à moins d'un an donne lieu à l'échéancier ci-dessous :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2011
moins d'un mois	9,4
de 1 à 3 mois	2,0
de 3 à 6 mois	1,9
de 6 à 12 mois	3,4
TOTAL	16,7

La plus grande partie de la dette à moins d'un mois est constituée du financement des créances cédées avec recours dans le cadre des programmes d'affacturage ; cette dette se renouvelle mois après mois et varie en fonction du montant de ces créances.

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Euro	53,7	45,8	41,2
Autres	5,0	3,8	1,9
TOTAL	58,7	49,6	43,1

NOTE 15 PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE

Le 20 février 2004, l'État français a notifié à la Commission européenne un projet d'aide à la restructuration de Bull, assortie d'une Clause de retour à meilleure fortune (CRMF). Après l'autorisation de la Commission le 1^{er} décembre 2004, l'État a versé une aide de 517 millions d'euros le 14 janvier 2005. Les conditions d'application de la CRMF sont les suivantes :

Bull s'engage à verser à l'État, pendant une période de huit exercices commençant le premier janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2012, sur la base des comptes arrêtés au titre de ces exercices, une somme égale à 23,5 % de la fraction excédant 10 millions d'euros du résultat courant consolidé avant impôts de l'exercice de Bull (RCAI) tel qu'il ressortira chaque année. Le RCAI correspond à l'EBIT* après le résultat financier.

Ce versement, qui doit intervenir chaque année après l'approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la Société, est applicable sous les conditions cumulatives suivantes :

- 1) le RCAI de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 2) le flux de trésorerie généré par les opérations de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 3) les capitaux propres consolidés de Bull, après application de la CRMF au cours d'un exercice, ne deviennent pas inférieurs à 10 millions d'euros.

Si, pour un exercice donné, l'un des trois critères ci-dessus n'est pas rempli, aucune somme ne sera due par Bull en application de la CRMF au titre de cet exercice.

Par ailleurs, Bull pourra à son initiative et à tout moment, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004 par l'assemblée générale annuelle de la Société, procéder au rachat anticipé de la CRMF dans des conditions définies.

De même, dans l'hypothèse où Bull ferait l'objet d'une prise de contrôle, l'État peut, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004, demander à Bull de procéder au rachat anticipé de la CRMF.

Les différentes estimations de remboursement de la CRMF prennent en compte certaines modalités d'application de la CRMF et sont affectées d'un taux d'actualisation intégrant les facteurs d'incertitude de l'activité.

Lors de la clôture des comptes de l'année 2010, il a été tenu compte de la révision récente du plan stratégique à trois ans (2011 à 2013), ce qui a conduit à l'actualisation du calcul de la CRMF pour les exercices 2011 et 2012. Par conséquent, la provision s'élève à 12,8 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Compte tenu du fait que les résultats semestriels sont conformes au plan défini dans les orientations stratégiques du Groupe, la provision a été maintenue à 12,8 millions d'euros au 30 juin 2011.

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.

NOTE 16 PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Loyers des locaux inoccupés	1,7	1,7	1,8
Avantages au personnel	8,1	9,4	8,1
Risques fiscaux	9,7	8,5	8,3
Autres risques et divers	4,8	5,2	4,9
TOTAL	24,3	24,8	23,1

■ Variations du 1^{er} semestre 2011 des provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2011	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur 30/06/2011
TOTAL PROVISIONS	23,1	1,7	(0,1)	-	(0,4)	24,3

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2011.

■ Variations de l'exercice 2010 des provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2010	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur 31/12/2010
TOTAL PROVISIONS	22,5	1,4	(2,3)	(0,3)	1,8	23,1

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel à l'impact de l'acquisition du groupe Amesys et aux variations de change intervenues en 2010.

NOTE 17 PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

■ Provisions courantes

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Frais de personnel et engagements assimilés	7,7	5,3	7,1
Réclamations clients	4,4	5,8	4,5
Garanties produits	5,5	5,4	5,2
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	6,2	5,0	7,2
Charges à payer et divers	21,0	26,2	29,6
TOTAL	44,8	47,7	53,6

■ Variation du 1^{er} semestre 2011 des provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2011	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur 30/06/2011
TOTAL PROVISIONS	53,6	8,4	(6,1)	(9,5)	(1,6)	44,8

* Autres mouvements : liés pour (1,4) million d'euros à un reclassement et pour (0,2) million d'euros aux variations de change intervenues en 2011.

■ Variation de l'exercice 2010 des provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2010	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur 31/12/2010
TOTAL PROVISIONS	44,9	27,8	(10,5)	(10,0)	1,4	53,6

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel à l'impact de l'acquisition du groupe Amesys et aux variations de change intervenues en 2010.

■ Autres passifs courants

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre 2010
	2011	2010	
Impôts et taxes	2,9	3,0	3,3
Salaires	32,9	29,7	31,1
Autres frais de personnel	55,7	54,0	52,3
Factures à recevoir et divers	67,5	70,6	73,4
TOTAL	159,0	157,3	160,1

NOTE 18 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principes retenus par le Groupe pour la gestion de ses risques financiers sont explicités au chapitre 1.3 « Gestion des risques » du présent document.

RISQUE DE CHANGE

Les justes valeurs des instruments dérivés de change au 30 juin 2011 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Actif	Passif
Achats à terme	-	0,9
Achats d'options d'achat	1,4	-
Ventes d'options de vente	-	2,1
TOTAL	1,4	3,0

La juste valeur des opérations à terme est donnée par les cours à terme des devises concernées à la date de clôture, celle des options par les modèles standards de valorisation des options. Ces opérations entrent donc dans la catégorie des opérations évaluées selon le niveau 2 de la norme IFRS 7, c'est-à-dire sur la base de paramètres de marchés observables.

Les instruments dérivés de change pris en couverture du contrat en JPY sont comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie. Les montants couverts sont les suivants :

(en millions d'euros)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montant couvert	2,7	3,0	1,6	1,5	1,5	1,5	0,4

Les variations de juste valeur des instruments dérivés de change ont les impacts nets ci-dessous, au 30 juin 2011, sur le résultat avant impôt, et sur les capitaux propres :

(en millions d'euros)	Impact résultat	Impact capitaux propres
TOTAL	(1,8)	0,6

Les autres instruments de couverture de flux futurs ne sont pas qualifiés de couverture au sens de l'IAS 39.

Dans la mesure où le Groupe applique pour la première fois la comptabilité de couverture au 30 juin 2011, il n'y a pas de reprise de montant de capitaux propres vers le résultat à cette date.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les actifs financiers à taux variable sont les placements en OPCVM monétaires, les comptes à terme à taux variable et les comptes de garantie. Les actifs financiers à taux fixe sont les comptes à terme à taux fixe.

Les passifs financiers à taux variable sont constitués principalement du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales pour leur part cédée avec recours, et du crédit syndiqué de 35 millions d'euros. Les passifs financiers à taux fixe sont les financements de créances locatives et les autres emprunts bancaires.

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variables. Actifs et passifs financiers à taux variables sont liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Taux fixe :			
Actifs financiers	33,2	68,8	57,1
Passifs financiers	(14,5)	(20,5)	(16,4)
Exposition nette taux fixe	18,7	48,3	40,7
Taux variable :			
Actifs financiers	192,2	138,7	215,6
Passifs financiers	(44,2)	(28,4)	(26,7)
Exposition nette taux variable	148,0	110,3	188,9

Il faut toutefois noter que les chiffres ci-dessus correspondent à l'exposition bilancielle. Le Groupe bénéficie par ailleurs du financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours, et décomptabilisées. Le montant de ces financements au 30 juin 2011 est de 98,8 millions d'euros (voir note 9 « Cessions de créances clients »), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 49,2 millions d'euros.

NOTE 19 CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS

Aucun client ne représente plus de 10 % du montant total des créances clients.

NOTE 20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2011	2010	Année 2010
Gains nets sur cessions d'actifs	1,2	-	-
Dépréciation écarts d'acquisition	-	(9,2)	(9,2)
Coûts de départs transactionnels	(4,9)	(7,2)	(14,1)
Divers	7,1	(3,1)	14,5
TOTAL	3,4	(19,5)	(8,8)

1^{er} semestre 2011 :

Les autres produits et charges opérationnels divers de 7,1 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 6,0 millions d'euros de reprises d'une provision sur litiges postérieurs à une cession de filiale, toutes les voies de recours étant épuisées ;
- 0,9 million d'euros de remboursement consécutif à la clôture de fonds de préretraite.

1^{er} semestre 2010 :

Les autres produits et charges opérationnels divers de (3,1) millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 2,7 millions d'euros de coûts liés à l'acquisition du groupe Amesys ;
- 0,4 million d'euros de dotation aux provisions relatives à des litiges dont les risques ont été réévalués.

Exercice 2010 :

Les autres produits et charges opérationnels divers de 14,5 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 11,8 millions d'euros de crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2009 ;
- 6,0 millions d'euros de remboursement lié à une indemnité d'assurance ;
- (2,0) millions d'euros de coûts liés à l'acquisition du groupe Amesys ;
- (1,4) million d'euros de dotation aux provisions relatives à des litiges anciens dont les risques ont été réévalués.

NOTE 21 RÉSULTAT FINANCIER

Les produits financiers opérationnels sont les intérêts perçus sur les placements de trésorerie, les primes reçues sur options de change ; les charges financières opérationnelles sont les intérêts payés sur emprunt, les commissions et frais bancaires et d'affacturage, les primes payées sur options de change.

Le résultat de change sur flux financiers correspond aux écarts de change réalisés et non réalisés des sociétés holding BULL SA et BULL International SAS résultant des comptes-courants qui les lient à d'autres sociétés du Groupe.

Le coût du plan de pension de Bull GmbH en Allemagne est dû à la différence d'actualisation des engagements de pension entre deux dates de clôture comptable.

Les filiales françaises de Bull détiennent une créance cumulée de crédit d'impôt recherche de 26,7 millions d'euros, au titre des exercices 2010 et 2011. L'encaissement de ces créances n'interviendra qu'en décembre 2014 et décembre 2015. La valeur actualisée de cette créance au 30 juin 2011 représente un montant de 24,8 millions d'euros, la différence constituant une charge financière à cette date.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		
	2011	2010	Année 2010
Produits financiers opérationnels	2,8	1,3	3,3
Charges financières opérationnelles	(4,7)	(2,9)	(6,9)
Résultat financier opérationnel	(1,9)	(1,6)	(3,6)
Résultat de change sur flux financiers	-	1,0	0,6
Coût du plan de pension Allemagne	(2,4)	(2,5)	(5,0)
Actualisation de la créance de crédit d'impôt recherche	(1,9)	-	-
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(6,2)	(3,1)	(8,0)

NOTE 22 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

Bull n'est pas placé sous le régime du bénéfice mondial et seules les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception de la société Evidian. Le groupe Amesys a intégré le groupe fiscal de Bull à partir du 1^{er} janvier 2011.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2010
	2011	2010	
Impôts exigibles	(1,7)	(0,8)	(4,3)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(3,4)	-	(5,9)
Impôts sur les bénéfices	(5,1)	(0,8)	(10,2)
Impôts différés	0,5	(0,3)	0,2
CHARGE D'IMPÔTS	(4,6)	(1,1)	(10,0)

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre 2010
	2011	2010	
Impôts différés – actif	15,3	15,2	15,3
Impôts différés – passif	(4,0)	(4,3)	(3,9)
IMPÔTS DIFFÉRÉS – NET	11,3	10,9	11,4

VÉRIFICATIONS FISCALES

La société Bull SAS a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 2006 et 2007, qui s'est traduit par de faibles redressements acceptés et régularisés. Un précédent contrôle fiscal s'était conclu par un premier redressement en matière de retenue à la source sur versement de redevances de logiciels GCOS 8 jugées excessives vers la filiale américaine Bull HN en 2003. Ce redressement contesté et provisionné dans les comptes pour 1,7 million d'euros est actuellement en cours d'arbitrage entre les administrations fiscales française et américaine.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs sont déterminés d'une part à partir des consommations des différences temporaires, et d'autre part des résultats prévisionnels annuels tels qu'ils ressortent du dernier plan stratégique présenté au conseil d'administration. Une revue fiscale de ces résultats prévisionnels sera menée au cours du second semestre 2011, permettant ainsi d'établir le montant des impôts différés actifs à reconnaître sur les déficits reportables.

Les impôts différés actifs au 30 juin 2011 demeurent inchangés par rapport à fin 2010, pour un montant de 15,3 millions d'euros. Les impôts différés passifs s'élèvent à 4,0 millions d'euros au 30 juin 2011 comparés à 3,9 millions d'euros à fin 2010. Cette augmentation est liée pour 0,6 million d'euros à la reconnaissance d'immobilisations incorporelles dans le cadre de l'acquisition de la société VAS Integrated Solutions et à une reprise dans le compte de résultat pour (0,5) million d'euros.

TAUX EFFECTIF D'IMPÔTS

Par l'utilisation ou la génération de reports déficitaires, ainsi que par la constatation et la reconnaissance d'impôts différés actifs, le taux d'impôt effectif est significativement différent du taux statutaire ; en conséquence, la réconciliation entre ces deux taux d'impôt, n'a pas de pertinence et n'a donc pas été établie.

DÉFICITS REPORTABLES

Au 30 juin 2011, le groupe Bull dispose, en cumul, entité par entité, de reports déficitaires fiscaux estimés dans leur ensemble à 1 970,7 millions d'euros majoritairement en France. Ces reports déficitaires sont à concurrence de 1 914,2 millions d'euros reportables indéfiniment, le solde étant soumis à prescription comme suit : 12,3 millions d'euros en 2011, 3,8 millions d'euros en 2012 et 40,4 millions d'euros en 2013 et au-delà.

NOTE 23 RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part des résultats des entreprises associées concerne principalement Bull Finance et SERES.

NOTE 24 RÉSULTAT PAR ACTION

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Résultat net (part du Groupe)	7,4	(18,4)	6,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	120 474 058	120 216 058	120 425 058
Résultat de base par action (en euros)	0,06	(0,15)	0,05
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période	124 433 259	121 540 920	122 792 368
Résultat dilué par action (en euros)	0,06	(0,15)	0,05

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice en excluant les actions autodétenues.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période, qui correspond au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives excluant le nombre d'actions autodétenues. Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent les stock-options « dans la monnaie », les attributions d'actions gratuites dont la période d'acquisition des droits est en cours et les obligations convertibles en actions émises par le Groupe.

NOTE 25 PLAN D'OPTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2005 à 2010 figure dans le rapport annuel 2010 à la note 22 de l'annexe aux comptes consolidés. L'attribution 2011 est détaillée ci-après.

ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS DE 2011

En 2011, 140 000 nouvelles options de souscription d'actions ont été attribuées lors du conseil d'administration du 17 février 2011 au prix de 3,61 euros par action. Aucune option n'a été exercée pendant le semestre.

	Plan 2011
Date d'assemblée	14/05/2008
Date du conseil	17/02/2011
Nombre d'options consenties à l'origine	140 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont aux membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	140 000 -
Nombre de bénéficiaires	2
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	2 -
Date de départ d'exercice	06/03/2015
Date d'expiration	05/03/2017
Prix d'exercice (en euro)	3,61
Options levées au 30/06/2011	-
Options caduques au 30/06/2011	-
Nombre d'options restant à exercer au 30/06/2011	-
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont par les membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	- -



Synthèse des plans d'options de souscription d'actions au 30 juin 2011

	Plans 2005	Plans 2006	Plan 2008	Plans 2009	Plans 2010	Plans 2011	Total
Solde des options restant à lever	649 500	65 000	987 750	1 022 750	1 475 000	140 000	4 340 000
■ dont par les membres du comité exécutif*	5 000	20 000	55 000	120 000	240 000	140 000	580 000
■ dont par le mandataire social : Philippe Vannier	-	-	-	-	200 000	-	200 000

* Composition du COMEX effective au 1^{er} janvier 2011.

Le détail des plans d'épargne Groupe et du plan d'attribution d'actions gratuites figure dans le rapport financier annuel 2010 à la note 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 30 juin 2011, le fonds Bull Actionnariat détient 767 000 titres et le fonds France Bull détient 95 000 titres.

Au 30 juin 2011, le nombre de droits restant à exercer dans le cadre des attributions d'actions gratuites est le suivant : 90 000 au titre de l'attribution effectuée en 2008 (le 29 juillet 2008) et 534 000 au titre des attributions effectuées en 2010 (27 juillet 2010 et 27 octobre 2010).

NOTE 26 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)

Les principales transactions entre le groupe Bull et les sociétés apparentées (parties liées) sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
Transactions avec NEC :			
Ventes	-	0,1	0,1
Comptes à payer	0,2	1,2	0,3
Comptes à recevoir	-	0,1	-
Transactions avec Crescendo Industries :			
Ventes	-	-	-
Comptes à payer	-	0,2	0,1
Comptes à recevoir	-	2,1	-
Transactions avec France Telecom :			
Ventes	14,0	10,8	27,3
Comptes à payer	1,3	1,0	1,5
Comptes à recevoir	6,2	5,2	9,3

NOTE 27 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les passifs éventuels (engagements hors bilan), donnés, se résument de la manière suivante :

ENGAGEMENTS DONNÉS

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
■ liés au périmètre du Groupe	Options de vente des titres de la société VAS Integrated Solutions	0,6	-
■ liés au financement	Avals, cautions et garanties donnés pour des filiales	27,3	28,7
■ liés aux activités opérationnelles	Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers	52,7	47,7
	Engagements de bail	86,5	86,5
	Rachat de matériels	-	0,4

Les avals, cautions et garanties donnés pour des filiales concernent principalement des engagements donnés à des banques pour couvrir les engagements des filiales à leur égard.

Les avals, cautions et garanties donnés pour des tiers concernent principalement des engagements donnés à des clients, couverts par des garanties bancaires.

Les rachats de matériels concernent les engagements de rachat donnés aux établissements de crédit qui refinancent les locations à moyen terme intervenues entre Bull et ses clients.

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers			
■ garanties de bonne exécution		26,5	28,1
■ garanties de soumission		3,2	2,9
■ garanties de restitution d'acompte		11,2	6,5
■ garanties taxes et douane		2,0	2,0
■ retenues de garantie		4,7	3,7
■ autres garanties		5,1	4,6
TOTAL		52,7	47,7

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an.

Au 31 décembre 2010, les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull s'échelonnaient ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Échelonnement des engagements de bail	
2011	16,9
2012	12,4
2013	8,6
2014	7,2
2015	6,7
2016 et au-delà	34,7
TOTAL	86,5

Certains baux stipulent que le locataire doit payer l'assurance, les taxes et l'entretien, et la plupart comprennent des options de renouvellement ainsi que des clauses de révision liées à la hausse de certains indices.

ENGAGEMENTS REÇUS

(en millions d'euros)

		Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
■ liés au périmètre du Groupe	Garantie actif/passif reçue de Crescendo Industries dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys	5,0	5,0
	Ligne de financement liée à l'affacturage	150,0	150,0
■ liés au financement	Montant des financements décomptabilisés	102,4	157,6
	Les activités Services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.	-	-

Le Groupe a un engagement de rachat de minoritaires sur la société VAS Integrated Solutions comptabilisé en passifs financiers non courants.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

- Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges l'opposant à Bull au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Integris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe ; cet accord éteint la convention de garantie Europe, sauf en matière fiscale et parafiscale. Au 30 juin 2011, le Groupe a maintenu une provision d'un montant de 1,0 million d'euros au titre de ses engagements de prendre en charge, conformément à l'accord transactionnel, les coûts, dommages et intérêts relatifs au litige client ANMC (Belgique), correspondant à la franchise de la police d'assurances de 1,0 million d'euros que pourrait supporter Bull *in fine* ;
- Bull a été amené, dans certains pays étrangers, à prendre des positions fiscales, généralement après consultation et recommandation d'experts locaux, qui peuvent donner lieu à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui s'avèrent présenter un risque selon la norme IAS 37 font l'objet de provision pour risques. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provision pour risque mais demeurent sous surveillance ;
- Un nombre élevé de litiges de nature et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque, conformément à la pratique systématique du Groupe ;
- Le Groupe a un litige concernant la réalisation d'un outil informatique pour les ports autonomes du Havre et de Marseille. À ce stade, les parties sont en attente du rapport d'expertise demandé par le tribunal de commerce de Paris.

PROCÉDURE JUDICIAIRE OU D'ARBITRAGE

À ce jour, le Groupe n'a pas connaissance de menace de procédure judiciaire ou d'arbitrage à son encontre ou de litige devant les tribunaux et/ou cour d'arbitrage au cours des 6 derniers mois dont les effets pourraient avoir des conséquences significatives sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

NOTE 28 INFORMATION SECTORIELLE

À partir du 1^{er} janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines (BL) à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.

- La Business Line **Innovative Products** est en charge du développement des offres de supercalculateur et de serveurs haute-performance répondant aux exigences des clients du Groupe pour leurs applications critiques. Elle porte l'effort de Recherche et Développement du Groupe dans ces domaines.
- La Business Line **Security Solutions** fédère les activités produits et services du Groupe dans le domaine des systèmes critiques et de la sécurité numérique (sécurité réseaux et cryptographie, gestion des identités, infrastructures de confiance...).
- La Business Line **Computing Solutions** fournit à ses clients, en France et à l'international, des solutions d'infrastructures critiques et sécurisées, qui vont de la distribution de produits et leur maintenance, à l'ingénierie d'infrastructure et l'infogérance.
- Enfin la Business Line **Business Integration Solutions** regroupe les offres de conseil, d'intégration et de solutions applicatives sectorielles.

Les prises de commande représentent la part ferme des contrats signés dans le semestre ainsi que la valorisation pour l'exercice des contrats qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre dans la solution offerte au client un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques. En particulier la Business Line Innovative Products bénéficie d'une marge de producteur sur ses produits distribués par les autres Business Lines.

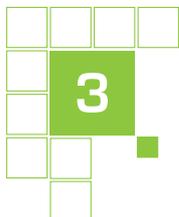
Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs de l'organisation International and Business Development, en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnelles du Groupe, ne sont pas alloués.

Résultats par Business Line

1 ^{er} semestre 2011 <i>(en millions d'euros)</i>	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Coûts fonctionnels et transverses*	Total
Prises de commande	102,8	405,6	161,6	61,7		
Prises de commande inter BLs	(72,5)	(3,0)	(4,2)	(2, 2)		
Prises de commande clients externes	30,3	402,6	157,4	59,5		649,8
Chiffre d'affaires	96,9	388,1	150,2	55,6		
Chiffre d'affaires inter BLs	(69,0)	(3,3)	(3,6)	(2,5)		
Chiffre d'affaires clients externes	27,9	384,7	146,7	53,1		612,4
Marge opérationnelle	10,2	27,2	3,5	0,0	(26,9)	14,0

* Dont gestion commerciale des grands comptes, organisation internationale, résultat de change sur flux opérationnels.



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

1 ^{er} semestre 2010 <i>(en millions d'euros)</i>	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Coûts fonctionnels et transverses*	Total
Prises de commande	98,3	389,0	151,0	66,9		
Prises de commande inter BLs	(75,9)	(1,5)	(4,6)	(0,9)		
Prises de commande clients externes	22,4	387,5	146,4	66,0		622,4
Chiffre d'affaires	86,9	369,8	142,2	60,0		
Chiffre d'affaires inter BLs	(60,8)	(2,4)	(2,7)	(1,6)		
Chiffre d'affaires clients externes	26,0	367,4	139,5	58,4		591,3
Marge opérationnelle	12,0	24,8	1,2	1,1	(29,1)	10,0

* Dont gestion commerciale des grands comptes, organisation internationale, résultat de change sur flux opérationnels.

INNOVATIVE PRODUCTS

Les prises de commande de la Business Line Innovative Products sont en progression de 4,6 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. La bonne tenue de l'activité serveurs propriétaires ainsi que la croissance de l'activité *Extreme Computing* contribuent à ses résultats.

Le chiffre d'affaires progresse également fortement de 11,5 % à 96,9 millions d'euros sur la base notamment des contrats *Extreme Computing* enregistrés au Japon (le supercalculateur de Rokkasho pour le projet Iter de fusion nucléaire contrôlée) et en Allemagne (l'Université RWTH « Aix La Chapelle » pour la recherche scientifique, industrielle et environnementale). La progression du chiffre d'affaires correspondant aux partenariats Recherche et Développement contribue également à cette croissance.

La marge opérationnelle s'établit à 10,2 millions d'euros en légère diminution par rapport à juin 2010.

COMPUTING SOLUTIONS

Les prises de commande de la Business Line Computing Solutions croissent de 4,3 % à fin juin 2011 par rapport à la même période de 2010. L'acquisition faite en 2011 en Égypte contribue pour 6,9 millions d'euros de prises de commande.

Le chiffre d'affaires s'élève à 388,1 millions d'euros, en progression de 4,9 % par rapport au premier semestre 2010 en particulier grâce à l'acquisition faite en Égypte. Les différentes zones et activités réalisent des performances contrastées. Toutefois, sur le plan géographique, une bonne activité en France, en Allemagne, compense les zones géographiques comme l'Europe de l'Est en retrait par rapport à 2010. De même, sur le plan des offres, une progression des activités *Extreme Computing*, Maintenance et Infrastructure Services, et Managed et Outsourcing Services compense les activités, comme les serveurs Escala, moins dynamiques.

La marge opérationnelle s'établit à 27,2 millions d'euros en progression de 2,4 millions d'euros par rapport à juin 2010.

BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

Les prises de commande de la Business Line Business Integration Solutions croissent de 7,0 % à fin juin 2011 par rapport à la même période de 2010 : au cours du premier semestre, EUROCONTROL, l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, a confié à un consortium dirigé par Bull un marché échelonné sur plusieurs années visant à développer et tester des applications métiers stratégiques.

Dans un marché toujours concurrentiel, le chiffre d'affaires de 150,2 millions d'euros, affiche une progression de 5,7 % par rapport au premier semestre 2010. Les activités en France, en Amérique latine ainsi que les activités au Maroc et en Pologne soutiennent principalement cette croissance. Malgré la crise qui perdure, la bonne tenue de l'activité en Espagne est à remarquer.

La marge opérationnelle s'établit en progression à 3,5 millions d'euros contre un résultat légèrement positif en juin 2010.

SECURITY SOLUTIONS

Les prises de commande de la Business Line Security Solutions sont en décroissance de 7,7 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. En effet la progression de ces prises de commande au deuxième trimestre 2011 de 4,5 % par rapport à la même période de 2010 n'a pas permis de compenser la forte décroissance enregistrée au premier trimestre. Les événements survenus au Proche et Moyen-Orient ont en effet impacté l'activité commerciale de cette Business Line en début d'année. Toutefois, les nouvelles offres présentées au premier trimestre, très innovantes sur leur segment, continuent de susciter un intérêt soutenu de la part des donneurs d'ordre des secteurs défense et sécurité.

En conséquence de cette évolution des prises de commande, le chiffre d'affaires, s'établit à 55,6 millions d'euros en décroissance de 7,3 % par rapport au premier semestre 2010 mais cette décroissance est moins forte au deuxième trimestre (- 3,8 %) qu'au premier trimestre (- 11,1 %).

Le niveau d'activité plus faible pèse sur la marge opérationnelle qui s'établit à l'équilibre et en décroissance (- 1,1 million d'euros) par rapport à juin 2010.



Effectifs par Business Line

30 juin 2011

Innovative Products	724
Computing Solutions	3 470
Business Integration Solutions	3 226
Security Solutions	1 060
Non alloués	298
TOTAL	8 778

NOTE 29 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture.



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

4

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL	54
4.2 ORGANIGRAMME	56
4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011	58
4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2011	64



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Répartition du capital social et actionnariat

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe www.bull.fr.

Sur la base des déclarations et informations disponibles, la répartition connue du capital au 30 juin 2011 est la suivante :

Actionnaires	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote*	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote*
Crescendo Industries	24 157 500	20,00 %	20,05 %	24 157 500	20,00 %	20,06 %
France Telecom	9 747 081	8,07 %	8,09 %	9 747 081	8,07 %	8,09 %
MN Services NV	4 831 433	4,00 %	4,01 %	4 831 433	4,00 %	4,01 %
Groupama Asset Management	3 658 612	3,03 %	3,04 %	-	-	-
Tocqueville Finance SA	3 030 865	2,51 %	2,52 %	3 030 865	2,51 %	2,52 %
KBL Richelieu Gestion	3 012 550	2,49 %	2,50 %	5 267 011	4,36 %	4,37 %
NEC	2 947 080	2,44 %	2,45 %	2 947 080	2,44 %	2,45 %
Sycomore Asset Management	2 578 188	2,13 %	2,14 %	3 318 572	2,75 %	2,75 %
Pothar Investments SA**	2 536 923	2,10 %	2,11 %	2 509 423	2,08 %	2,08 %
JP Morgan Chase & Co.	1 665 515	1,38 %	1,38 %	1 665 515	1,38 %	1,38 %
Salariés	862 000	0,71 %	0,72 %	908 000	0,75 %	0,75 %
Autocontrôle	312 589	0,26 %	-	361 589	0,30 %	-
Autres	61 446 311	50,87 %	51,00 %	62 042 578	51,37 %	51,52 %
TOTAL	120 786 647	100,00 %	100,00 %	120 786 647	100,00 %	100,00 %

* Les actions auto-détenues sont privées de droit de vote.

** Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration, et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Par l'adoption de la 23^e résolution, l'assemblée générale mixte du 12 juin 2007 a approuvé la modification des dispositions statutaires relatives aux déclarations à la Société des franchissements de seuils de participation. Désormais, aux termes des statuts modifiés, les actionnaires doivent déclarer à la Société le franchissement, à la hausse comme à la baisse, de seuils de 2,5 % et chaque multiple de 2,5 % du capital. Ces déclarations complètent les déclarations légales. En cas de non-respect de l'obligation statutaire d'information, l'actionnaire sera, dans les conditions et limites définies par la loi, privé du droit de vote afférent aux actions dépassant le seuil considéré, sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital social.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2011 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote. Les déclarations reçues depuis le 1^{er} janvier 2011 sont les suivantes :

Par courrier en date du 3 mai 2011, KBL Richelieu Gestion a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société et détenir, pour le compte de fonds communs de placement dont elle assure la gestion, 3 012 550 actions représentant autant de droits de vote, soit 2,49 % du capital.

Par courrier en date du 9 mai 2011, Sycomore Asset Management a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société et détenir pour le compte d'OPCVM et de comptes gérés sous mandat 2 578 188 actions représentant autant de droits de vote, soit 2,13 % du capital.

Par courrier en date du 31 mai 2011, Groupama Asset Management a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société et que ses FCP représentent 3 658 612 actions soit 3,03 % du capital.

Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Le 8 juin 2011, l'assemblée générale mixte des actionnaires a consenti au conseil d'administration le renouvellement, pour une durée de 18 mois, de l'autorisation consentie par l'assemblée générale du 16 juin 2010, pour opérer sur les propres titres de la Société. Le descriptif du programme de rachat, désignant comme seul objectif la mise en place d'un contrat de liquidité afin d'améliorer le marché du titre Bull, a été publié, conformément à la réglementation, aux Échos des Yvelines le 15 septembre 2006 lors de l'annonce de la mise en œuvre du contrat de liquidité.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance.

Capital autorisé non émis

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2010 a autorisé les délégations de compétence suivantes au conseil d'administration s'agissant d'augmentations de capital :

- pour une durée de 26 mois, émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription n'excédant pas 6 millions d'euros en valeur nominale ;

Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au 30 juin 2011.

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 8 juin 2011 a autorisé les délégations de compétence suivantes au conseil d'administration s'agissant d'augmentations de capital :

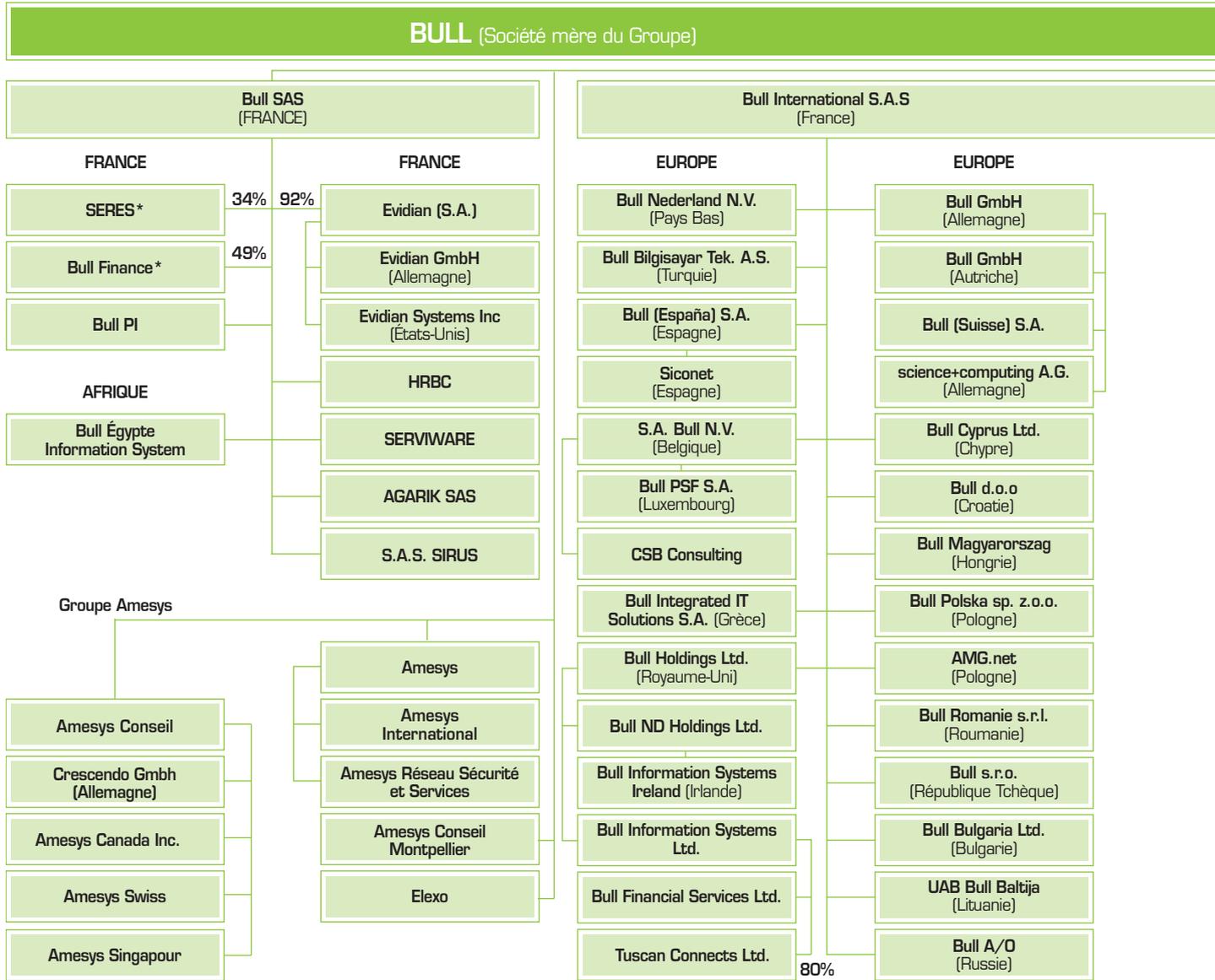
- pour une durée de 38 mois, à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 2,5 % du capital social ;
- pour une durée de 38 mois, à procéder à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 0,5 % du capital social ;
- pour une durée de 18 mois, émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital par une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise, ceci dans la limite de 2 % du capital social.

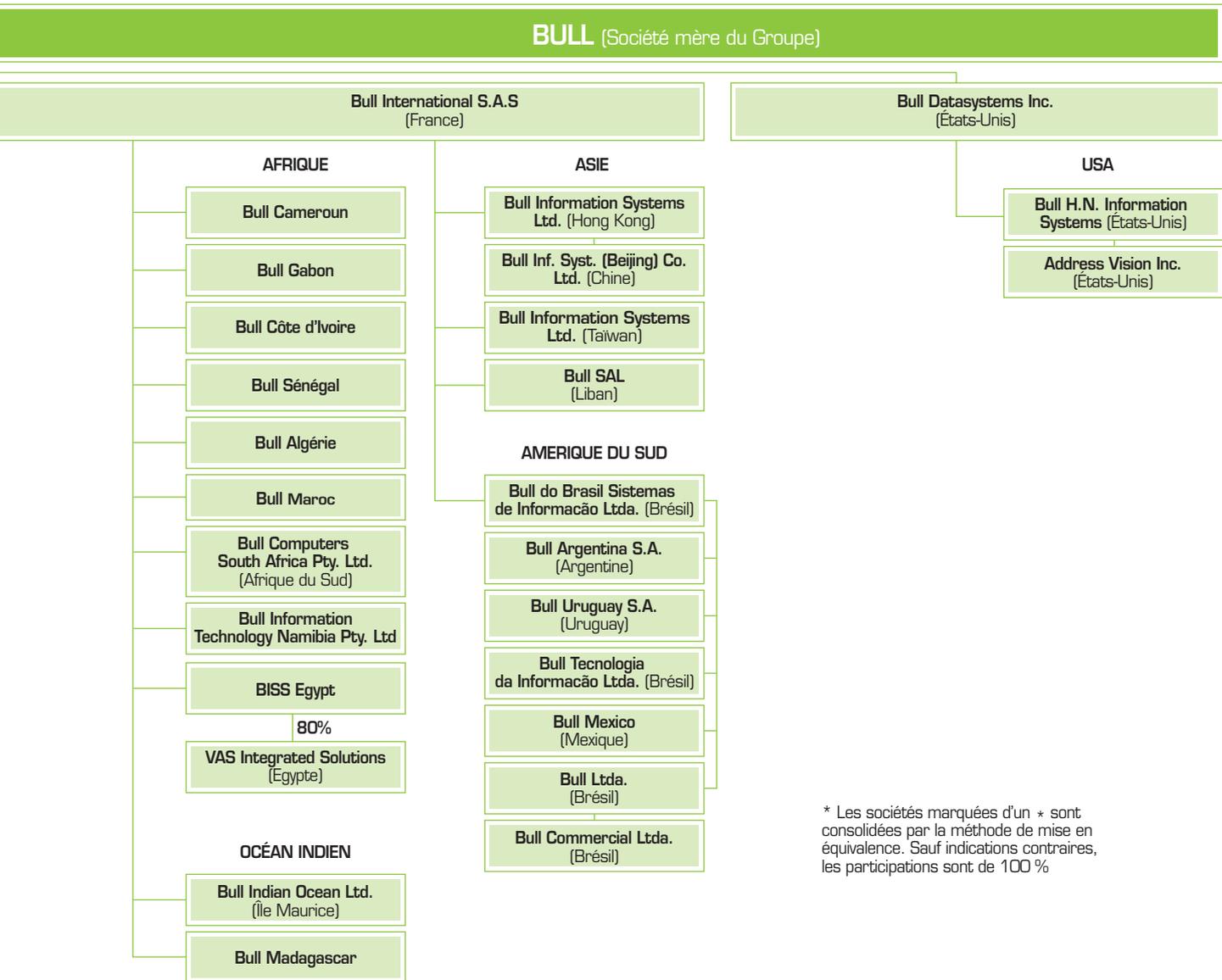
Il n'a pas été fait usage de ces autorisations au 30 juin 2011.

Actions potentielles

Au 30 juin 2011, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 5 862 actions au titre des OCEANes, 4 340 000 actions au titre des stock-options potentiellement exerçables, et 412 411 actions au titre des attributions d'actions gratuites non couvertes par le stock d'actions détenues en autocontrôle. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 3,8 %.

4.2 ORGANIGRAMME





* Les sociétés marquées d'un * sont consolidées par la méthode de mise en équivalence. Sauf indications contraires, les participations sont de 100 %

4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011

NB : toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un * qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les % de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au % des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
BULL SA au capital de 12 078 664,70 EUR 542 046 065 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	
A - Filiales de Bull		
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR 642 058 739 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull International S.A.S SAS au capital de 10 260 000 EUR 389 481 466 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (États-Unis)	100
Amesys SAS au capital de 1 372 041,16 EUR 315 067 942 RCS AIX	1030, av. Guilibert-de-la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Conseil Montpellier SAS au capital de 37 000 EUR 443 459 631 RCS MONTPELLIER	605, rue Alfred-Nobel 34000 MONTPELLIER (France)	100
Elexo SA au capital de 381 122,54 EUR 722 063 534 RCS NANTERRE	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
B - Filiales de Bull SAS		
Afrique		
Bull Égypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil LE CAIRE (Égypte)	100
France		
Agarik SAS SAS au capital de 454 500 EUR 433 082 476 RCS BOBIGNY	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Evidian SA au capital de 3 391 304,37 EUR 422 689 208 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	92
* Bull Finance SA au capital de 4 400 000 EUR 321 513 335 RCS NANTERRE	57-59, avenue de Chatou 92500 RUEIL-MALMAISON (France)	48,6
HRBC SAS au capital de 37 000 EUR 442 301 875 RCS NANTERRE	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Bull PI SA au capital de 40 000 EUR 433 732 781 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
* SERES SA au capital de 1 013 786 EUR 343 778 163 RCS BOBIGNY	10, avenue Charles-de-Gaulle 94220 CHARENTON-LE-PONT (France)	34

Serviware SAS au capital de 1 000 000 EUR 394 188 379 RCS MEAUX	13-17, allée des Vendanges 77183 CROISSY-BEAUBOURG (France)	100
SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR 399 718 097 RCS MARSEILLE	152, avenue du Prado 13008 MARSEILLE (France)	100
Filiales de Evidian		
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 KÖLN (Allemagne)	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (États-Unis)	100
C - Filiales de Bull International S.A.S		
Afrique		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 DIA Numéro d'immatriculation : 001 401 6B0 0 Lieu d'immatriculation : ALGER	16 Rue Yehia El-Mazouni, El Biar ALGER (Algérie)	100
Bull Cameroun Société au capital de 208 000 000 XAF Numéro d'immatriculation : B/6 510 Lieu d'immatriculation : DOUALA CAMEROUN	Immeuble C.N.P.S. Rue Tobbie Kouoh BP 2552 Bonanjo Ville DOUALA (Cameroun)	100
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR Numéro d'immatriculation : 198 9/0 064 53/07	115, West Street 2199 SANDTON JOHANNESBURG (Afrique du Sud)	100
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 1 106 000 000 XOF Numéro d'immatriculation : CI-ABJ-19 72-B-9804 Lieu d'immatriculation : ABIDJAN	31, avenue Noguès 01 B.P. 1580 ABIDJAN 01 (Côte d'Ivoire)	100
BISS Egypt Société au capital de 100 000 EGP Numéro d'immatriculation : 782 75 Lieu d'immatriculation : CAIRE	109 El Thawra Street, Heliopolis 8th Floor CAIRO (Égypte)	100
Bull Gabon Société au capital de 100 000 000 XAF Numéro d'immatriculation : 104 6B Lieu d'immatriculation : LIBREVILLE	Immeuble ex-Sonagar Boulevard Bord de Mer B.P. 2260 LIBREVILLE (Gabon)	100
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR Numéro d'immatriculation : 200 0/5 48	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK (Namibie)	100
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD Numéro d'immatriculation : 154 91 Lieu d'immatriculation : CASABLANCA	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA (Maroc)	100
Bull Sénégal Société au capital de 304 150 000 XOF Numéro d'immatriculation : 79B 78 Lieu d'immatriculation : DAKAR	Extension Immeuble Kebe 99, avenue André-Peytavain B.P. 3183 DAKAR (Sénégal)	100



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011

Amérique du Sud		
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 9 408 037 BRL Numéro d'immatriculation : 352 075 128 67 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angélica, 903 1° andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO SP (Brésil)	100
Filiales de Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda.		
Bull Argentina SA Société au capital de 4 000 198 USD Numéro d'immatriculation : 179 59	Manuela Saenz 323 5to. Piso Of. 506 C 1107 BPA BUENOS AIRES (Argentine)	100
Bull Ltda. Société au capital de 54 197 349,50 BRL Numéro d'immatriculation : 352 160 297 82 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Mexico SA de C.V Société au capital de 50 000 PESOS	Circuito Circunvalación Poniente No. 4-B, Ciudad Satélite, Naucalpan, CP. 53100, MEXICO CITY (Mexique)	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 8 954 089 BRL R\$ 3 067 185 00 Numéro d'immatriculation : 352 160 297 91 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Uruguay SA Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO (Uruguay)	100
Filiale de Bull Ltda.		
Bull Commercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Asie		
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	Room 25, 15/F Radio City 505 Hennessy Road Causeway Bay HONG KONG SAR (Chine)	100
Bull Information Systems (Taiwan) Limited Société au capital de 30 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAIPEI (Taiwan 231) (ROC)	100
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN (Liban)	100
Filiales de Bull Information Systems (Hong Kong)		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yang District 100 020 BEIJING (PR Chine)	100
Europe		
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa 90554 LODZ (Pologne)	100
Bull A/O Société au capital de 17 700 000 RUR	Elecrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr., 3 123557 MOSCOU (Russie)	100

Bull Bilgisayar Teknoloji A.S Société au capital de 751 562 TRY	Turan Gunes Bulvari 89 SOK 14/1 CANKAYA YILDIZ ANKARA (Turquie)	99,6
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	53 « Nikola Vaptzarov » blvd ; 1407 SOFIA (République de Bulgarie)	100
Bull Cyprus Ltd Société au capital de 20 000 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE (Chypre)	100
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB (Croatie)	100
Bull (España) SA Société au capital de 1 855 945 EUR	Paseo Doce Estrellas, N° 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 KÖLN (Allemagne)	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 105 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Integrated IT Solutions A.E. Société au capital de 1 502 454,66 EUR	44, avenue Syngrou B.P. 19027 117 42 ATHÈNES (Grèce)	100
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H- 1037 BUDAPEST (Hongrie)	100
Bull Nederland N.V. Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141- 151 1112 XJ Diemen Netherlands P.O. Box 22859 1100 DJ AMSTERDAM (Pays-Bas)	100
SA Bull N.V. Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Rue du Moulin-à-Papier, 51 1160 BRUXELLES (Belgique)	100
Bull Polska Sp. Z.O.O. Société au capital de 2 900 000 PLN	Ul. Pawaia 55 01030 VARSOVIE (Pologne)	100
Bull Romania srl Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea Street, Sector 2, 024032-BUCAREST (Roumanie)	100
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2 (République Tchèque)	100
UAB « Bull Baltija » Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS (République de Lituanie)	100
Filiale de Bull GmbH (Allemagne)		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Am Euro Platz 2 (Euro Plaza Gebäude G) A- 1120 VIENNE (Autriche)	100
Bull (Suisse) S.A. Société au capital de 100 000 CHF	Walliseller Strasse 116, 8152 OPFIKON (Canton de Zürich, Suisse)	100
Science+Computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TÜBINGEN (Allemagne)	100



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011

Filiale de Bull (España) SA

Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella, 2 Campo de la Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
--	--	-----

Filiales de Bull Holdings Limited

Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
--	--	-----

Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
--	--	-----

Filiales de Bull Information Systems Limited

Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
--	--	-----

Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	80
--	--	----

Filiale de Bull ND Holdings Limited

Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 750 EUR	29/3, South William Street DUBLIN (Irlande)	100
---	---	-----

Filiale de SA Bull N.V.

BULL PSF SA Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L - 8308 (Luxembourg)	100
--	--	-----

Communication-System & Business (CSB Consulting) Société au capital de 53 550 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L - 8308 (Luxembourg)	100
---	--	-----

Océan Indien

Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10 000 MUR	C&R Court, 49 rue Labourdonnais, Port-Louis (île Maurice)	100
---	---	-----

Bull Madagascar SA Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira Gandhi Tsaralana BP 252 ANTANANARIVO (Madagascar)	100
--	---	-----

D - Filiale de Bull Data Systems Inc.

Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3496 (États-Unis)	100
---	---	-----

Filiale de Bull HN Information Systems Inc.

AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3486 (États-Unis)	100
---	---	-----

E - Filiales d'Amesys

Amesys Conseil SAS au capital de 40 000 EUR (N° SIREN 432 743 698)	Avenue Guillibert-de-la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys International SAS au capital de 457 347,05 EUR (N° SIREN 412 130 486)	Avenue Guillibert-de-la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Réseau Sécurité et Services SA au capital de 5 590 515,44 EUR (N° SIREN 403 412 463)	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100

Filiales d'Amesys Conseil

Amesys Canada Inc Société au capital de 1 000 CAD	1, place Ville-Marie H3B 2C4 Montréal Québec (Canada)	100
Crescendo GmbH Société au capital de 25 000 EUR	Im Trutz Franckfurt 55 62 322 FRANCKFURT AM MAIN (Allemagne)	100
Amesys SWISS Société au capital de 50 000 CHF	90, avenue de France CH- 1004 Lausanne (Suisse)	100
Amesys Singapour PTE Ltd Société au capital de 50 000 \$ Singapour Reg : 201103490H	9 Temasek Bld 09-01 Suntec Tower Two SINGAPORE (038989)	100

F- Filiale de BISS Egypt

VAS Integrated Solutions LLC Société au capital de 6 250 000 EGP	111 Street N°90 Al Tagamu' Al Khamis Helwan Cairo (Égypte)	80
---	---	----



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2011

4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2011

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Participations de Bull España		
Safelayer Société anonyme au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 BARCELONA (Espagne)	15,0 (Bull España)

Cette participation n'est pas consolidée car inférieure à 19,9 %.

5

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

66



Informations complémentaires

RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

La responsabilité du présent document est assumée par Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull.

Attestation du responsable du présent document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 10 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

1^{er} août 2011

Philippe Vannier

Président-directeur général

Bull
Société anonyme au capital de 12 078 664,70 €
542 046 065 R.C.S. Versailles
Siège social : rue Jean Jaurès
78340 Les Clayes-sous-Bois
France
Tél. : +33 (0)1 30 80 70 00
www.bull.fr

The logo for Bull, featuring a stylized 'B' with a green square above it, followed by 'ULL' in a bold, grey, sans-serif font.